Université A. Mira-Bejaia Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion Département des Sciences financières et comptabilité



Mémoire de fin de cycle

Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences financières et comptabilité

Option : Comptabilité et Audit

Le financement bancaire d'un projet d'investissement

(Création d'une agence de contrôle technique automobile)

Organisme d'accueil:

CPA. Amizour 162

Réalisé par : Encadré par

SAF Yasmine Mr. OUGHLISSI

SAHEL Yasmine

Année universitaire: 2024/2025

Remerciements

Nous remercions Dieu le tout puissant de nous avoir donné le courage et la volonté pour mener à terme ce modeste travail.

Nous profonds remerciements vont également à tous ceux et celles qui nous ont aidé de près ou de loin en particulier notre encadreur **M^r OUGHLISSI** pour ses conseils et ses orientations.

Notre gratitude s'adresse à nos enseignants de l'université qui nous ont fourni et transmis leur savoir.

Nous sommes aussi très reconnaissantes envers l'ensemble du personnel de la banque CPA Amizour, à savoir notre promoteur KENOUCHE Salim et ses collègues CHIKHI Lyes, BENKANKERYA Awicha et BENYOUB Siham pour son soutien et sa gentillesse pendant toute la période de notre stage.

Dédicaces

À l'aide de dieu, le tout puissant qui m'a accordé la force et la patience de pouvoir mener ce travail que je dédie à :

Mes chers parents, qui ont était toujours mon soutien et ma source de réussite.

À ma chère binôme Yasmine

À mes chers frères : Macine et Tahar

En fin je le dédie à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.

Yasmine

Dédicaces

Je dédie ce présent mémoire à :

Mes très chers parents, qui peuvent être fiers et trouver ici le résultat de longues années de sacrifices et de privations pour m'aider à avancer dans la vie.

Puisse dieu faire en sorte que ce travail porte son fruit.

Ma sœur Assia en reconnaissance de son précieux soutien.

Mon frère Nassim qui n'a jamais cessé d'être pour moi un exemple de soutien et de générosité.

Ma binôme Yasmine et sa famille

Et tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ce mémoire.

Yasmine

Liste des abréviations

ASMO: Automobile services maintenance et outillages.

ANDI: Agence nationale du développement de l'investissement.

BFR: Besoin en fonds de roulement.

ΔBFR: Variation du besoin en fond de roulement.

b: Risque.

CPA: Crédit populaire d'Algérie.

CMT: Crédit à moyen Terme.

CPE: Capitaux permanents.

CP: Capitaux propres.

CA: Chiffre d'affaires.

CAF: Capacité d'autofinancement.

CMPC: Coût moyen pondéré des capitaux.

CF: Cash-flow.

CF': Cash-flow actualisé.

CGCI: Caisse garantie des crédits à l'investissement.

CASNOS: Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés.

CNAS: Caisse nationale d'assurance sociale.

CV: Curriculum vita.

NIF: Numéro d'identification fiscale.

NIS: Numéro d'identification statistique.

DLMT: Dettes à long et moyen terme.

DCT: Dettes à court terme.

D: Montant de la dette.

DR: Délai de récupération.

DA: Dinar Algérien.

EBE: Excédent brut d'exploitation.

E(**Ra**): Taux de rendement exigé par les actionnaires.

FRF: Fond de roulement financier.

HT: Hors taxes.

IP: Indice de profitabilité.

 I_0 : Investissement initial.

IRG: Impôt sur le revenu global.

MEDAF: Modèle d'évaluation des actifs financiers.

n : Durée de vie du projet.

PME: Petites et moyennes entreprises.

SARL: Société à responsabilité limitée.

TRI: Taux de rendement interne.

TCR: Tableau du compte de résultat.

TVA: Taxe sur la valeur ajoutée.

TAP: Taxe sur l'activité professionnelle.

TN: Trésorerie nette.

Tcp: Coût des capitaux propres.

T₀: Coût de la dette.

VAN: Valeur actuelle nette.

VE: Valeur d'exploitation.

VR: Valeur réalisable.

VD: Valeur disponible.

VRI: Valeur résiduelle des investissements.

VL/VU: Véhicules légers et utilitaires.

Liste des tableaux

Tableau1:Les équipements techniques	30.
Tableau2:La structure de financement de l'investissement	31
Tableau3: Tableau amortissement des machines	34.
Tableau 4: Bilan actif prévisionnel	34
Tableau 5: Bilan passif prévisionnel	35
Tableau 6: Le calcul du fond de roulement financier par le haut du bilan prévisionnel	36
Tableau 7: Le calcul du fond de roulement financier par le bas du bilan prévisionnel	36
Tableau 8: Le calcul du besoin en fonds de roulement	37
Tableau 9: Le calcul de la trésorerie nette	37
Tableau 10: Les ratios de la structure financière	37
Tableau 11: Les ratios de liquidité et de solvabilté	38
Tableau 12: Amortissement	39
Tableau 13: Compte de résultat prévisionnel	41
Tableau 14: Les ratios de la rentabilité	43
Tableau 15: Le calcul de la CAF par la méthode additive	44
Tableau 16: L'autofinancement	45
Tableau 17: La capacité de remboursement	45
Tableau 18: La variation du besoin en fond de roulement	46
Tableau 19: Plan de financement:	47
Tableau 20: Le calcul du taux de rendement interne	49
Tableau 21: Le calcul de l'impact de changement potentiel sur CA, Résultat net et la CA	F50
Tableau 22: Comparaison des scénarios.	51

Liste des figures

Figure 1 : L'organigramme de l'agence CPA 162 Amizour

Sommaire

Introduction générale

Chapitre 01: Aspect conceptuel relatif aux projets d'investissement et leur financement

Section 01: Les dimensions d'investissement

Section 02 : L'évaluation et le financement d'un projet d'investissement.

Section 03 : L'emprunt bancaire comme une source de financement.

Chapitre 02 : Étude de cas de financement bancaire relatif à la création d'une agence de contrôle technique automobile.

Section 01 : Présentation de la banque CPA

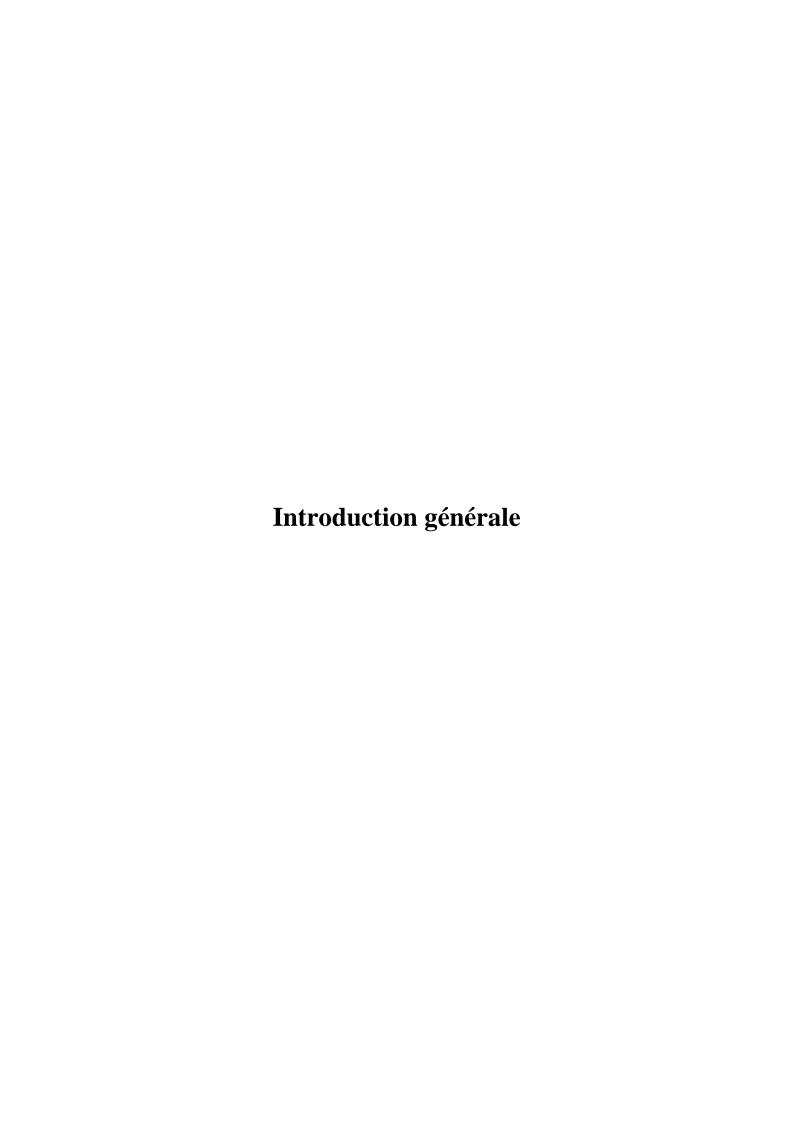
Section 02 : Montage et étude viabilité d'un projet d'investissement.

Section 03 : Étude et analyse de rentabilité de projet

Conclusion générale

Références bibliographiques

Annexes



Introduction générale

La composante primordiale de l'investissement est la volonté d'assurer une présence durable. La plupart des entreprises adoptent cette démarche afin d'exercer un contrôle soutenu sur la gestion locale, garantissant ainsi leur influence dans l'environnement ciblé. Dans cette optique, l'investissement peut aller jusqu'à créer une toute nouvelle entreprise pour en garder le contrôle dans son intégralité, investir c'est sacrifier des ressources aujourd'hui dans l'espoir d'en tirer davantage à l'avenir.

Dans ce cadre générale où l'investissement vise à ancrer durablement une activité dans un environnement donné, la création d'une agence de contrôle technique des véhicules s'inscrit comme une déclinaison concrète de cette stratégie et représente incontestablement un choix stratégique majeur, et demeure une nécessité vitale compte tenu de son importance, son rôle principale est d'assurer que les véhicules sont suffisamment entretenus afin de ne pas mettre en danger les usagers de la route, il s'agit donc de vérifier que chaque véhicule est en conformité avec la législation en vigueur. Cette décision est d'autant la plus importante qu'elle est quasi-irréversible et met en jeu des capitaux énormes ainsi qu'elle nécessite une stratégie bien adaptée aux besoins et aux exigences environnementales de l'entreprise. Pour concrétiser ce projet, l'entreprise doit souvent mobiliser des ressources financières afin d'acquérir des équipements et des biens nécessaires, et le financement est le moyen d'obtenir ces ressources. Donc un financement adéquat est crucial pour la réussite d'un projet d'investissement. Lorsque l'autofinancement ou le financement interne ne suffit pas pour assurer la totalité du besoin de financement du projet, il est alors nécessaire de recourir au financement externe dont on trouve le crédit bancaire.

L'acceptation d'un crédit dépend de plusieurs critères que les établissements financiers évaluent afin de déterminer la solvabilité d'un emprunteur et la réussite de projet. En effet, dans chaque financement de projet d'investissement, la banque est soumise à des risques qui représentent la probabilité qu'un emprunteur ne puisse pas honorer ses engagements financiers. Afin de sécuriser leur engagement, elles exigent des garanties qui permettent de couvrir une partie ou la totalité du montant prête en cas défaillance de l'emprunteur.

Dans le cadre de notre recherche, nous essayerons de comprendre, sur quelle base la banque, décide quant à l'octroi d'un crédit d'investissement. La sélection de ce sujet repose sur la volonté d'approfondir la compréhension du processus d'octroi des crédits d'investissement et d'exploiter les résultats de cette étude comme un référentiel utile à

Introduction générale

l'application pratique dans le domaine financier. Notre travail s'articulera essentiellement autour de la problématique suivante :

« L'octroi d'un crédit d'investissement par le CPA Amizour est-il conditionné par l'analyse financière de l'entreprise, la rentabilité et la viabilité du projet de création d'une agence de contrôle technique automobile ? ».

Pour mener à bien ce travail de recherche, nous jugeons nécessaire de nous appuyer sur une série d'interrogations découlant de la problématique, à savoir :

- > Quelles sont les méthodes adoptées pour la prise de décision en matière d'octroi d'un crédit d'investissement relatif à la création d'une agence de contrôle technique automobile ?
- > Est-ce qu'il est important d'évaluer la rentabilité du projet, même si l'entreprise est saine financièrement ?
- Comment les risques liés à ce projet d'investissement influencent-ils la capacité de remboursement de l'entreprise et augmentent-ils le risque de défaut ?

À cet égard, nous avons retenus cette hypothèse qui est une réponse préalable aux questions précédemment formulées :

« L'octroi ou le rejet d'un crédit d'investissement s'appuie uniquement sur les résultats de l'analyse financière de l'entreprise, ainsi que l'évaluation de la rentabilité et la viabilité du projet ».

Afin de réaliser ce travail, nous avons effectué une recherche bibliographique. À cela s'ajoute la réalisation d'un stage pratique d'un mois au sein de la banque CPA Amizour.

Pour répondre à cette problématique et développer les questions secondaires nous adapterons le plan du travail suivant :

-Le premier chapitre de ce mémoire est consacré à une revue bibliographique approfondie des aspects contractuels relatifs aux projets d'investissement et à leur financement. Il se divise en trois sections principales. La première examine les différentes dimensions d'un investissement, ses caractéristiques fondamentales, les paramètres d'analyse, ainsi que les risques associés tant au client qu'au projet lui-même. La seconde section s'intéresse aux principaux critères d'évaluation des projets d'investissement, aux sources de financement

Introduction générale

disponibles, ainsi qu'à l'élaboration du plan de financement. Enfin, la troisième section met l'accent sur l'emprunt bancaire comme mode de financement stratégique, en analysant le rôle des banques dans l'octroi de crédits d'investissement, les risques inhérents à ces crédits, et l'importance cruciale d'une gestion rigoureuse des risques dans le secteur bancaire.

-Le deuxième chapitre examine le financement bancaire d'un projet de création d'une agence de contrôle technique automobile. Il débute par une présentation de la Banque CPA, en mettant en évidence son rôle dans le soutien aux investissements. Ensuite, il aborde le montage du dossier et l'étude de la viabilité du projet, à travers une analyse technico-économique fondée sur l'étude de marché, l'évaluation technique et commerciale, tout en identifiant les risques susceptibles d'affecter la faisabilité de l'investissement. Enfin, le chapitre se conclut par une analyse approfondie de la rentabilité, intégrant une étude financière, une évaluation de la rentabilité à travers des indicateurs tels que la VAN et le TRI, et une étude de sensibilité permettant de tester la robustesse du projet face à différentes hypothèses.

Chapitre 01: Aspect conceptuel relatif aux projets d'investissement et leur financement

Les entreprises lancent les projets d'investissement dans le but de dégager des flux monétaires qui créeront de la valeur pour leurs actionnaires. Un projet d'investissement consiste à l'acquis d'un groupe d'actifs immobilisés destinée à effectuer ou à développer une exploitation spécifique. L'application de ces projets requiert des expériences stratégiques et techniques, tandis que leur étude nécessite également une expertise financière, bien que le choix décisionnel finale soit souvent basée sur plusieurs critères, il est essentiel pour la pérennité de l'entreprise de porter une vigilance accrue vis-à-vis des critères financiers ou de valeur. En effet, un investissement efficace n'est justifiable que s'il génère une valeur économique au moins équivalente à la valeur des emplois nécessaires à son effectuation. L'utilité de financier consiste à évaluer ces projets pour garantir de leur rentabilité, tout en recherchant les moyens de financement appropriés. Et parmi ces moyens de financement, on trouve la banque.

Aujourd'hui, les métiers de la banque sont diversifiés, complexes et mouvants. Ils se développent dans un environnement concurrentiel induit par les innovations technologiques de l'informatique et de la communication. Toutefois, l'octroi du crédit reste le métier de base de l'activité bancaire. Cette dernière propose à ces partenaires une panoplie de crédit, qui comporte un risque, et la banque doit prendre l'ensemble des précautions pour éviter le non recouvrement des crédits accordés. Ces précautions peuvent se situer d'abord au stade de la négociation avec le client et l'étude de sa demande. En effet, dans cette phase, se détermine les conditions d'octroi de ce qu'il convient d'appelé « un bon crédit ».

Afin de mieux expliquer, nous avons scindé ce chapitre en trois sections dont la première se focalisera sur les dimensions d'investissement, la deuxième sera consacrée pour l'évaluation et le financement d'un projet d'investissement, et dernière pour l'emprunt bancaire comme une source de financement.

Section 01: Les dimensions d'investissement

L'investissement depuis sa naissance en tant que projet, puis dans sa phase proposition et choix/décision jusqu'à sa mise en œuvre et son suivi, fait partie d'un processus dans lequel sont et doivent être impliqués un certain nombre d'acteurs et décideurs porteurs du projet.

« Investir est une décision qui engage l'avenir et donc la pérennité de l'entreprise ».

1. La définition d'un projet d'investissement

Un projet d'investissement est un ensemble complet d'activités et d'opérations qui consomment des ressources limitées et dont on attend des revenus ou autres avantages monétaires ou non monétaires.¹

L'investissement présente trois caractéristiques fondamentales :²

- Il immobilise des ressources pour une longue période de façon quasi irréversible. Il accroît la productivité de l'entreprise mais, aussi l'alourdit (la productivité) ; plus l'investissement pour une même production est élevé, moins il y a de possibilité d'adaptation rapide en cas de changement de la conjoncture (problème de flexibilité).
- -Il implique un arbitrage entre le présent et le futur : l'investissement est une dépense immédiate et des revenus étalés dans le temps, parfois sur de nombreuses années. Il faut renoncer à la satisfaction qu'aurait apportée l'argent investi s'il avait été consommé, pour un espoir de satisfaction plus grande dans le futur.
- -Il comporte toujours une part de risque : en effet personne ne connaît l'avenir. Malgré la qualité des études et des prévisions, il n'est pas possible d'être assuré du revenu d'un investissement. Suivant les conditions réelles rencontrées, le résultat pourra être complètement différent de ce qui avait été prévu.

Le choix des investissements est fondamental et le plus grand soin doit être apporté aux études préparatoires qui permettront de réduire l'incertitude.

2. Les paramètres financiers liés aux projets d'investissement

Les paramètres financiers d'un projet d'investissement permettent d'évaluer la rentabilité et la viabilité.

2.1 Coût d'investissement : Dans un projet d'investissement correspond aux fonds

¹ HOUDAYER Robert. (2007), « Evaluation et financement de projets » édition, EL Dar OTHMANIA, Alger, page 13.

² C.DORVAL. (1996), « choix des investissements », Techniques de l'ingénieur, A4450.

nécessaires pour financer l'ensemble des dépenses liées à la mise en place du projet il inclut généralement :

- -Le prix d'achat des immobilisations ; ce prix est généralement hors taxe ;
- -Frais accessoires; frais de transport, d'installation...
- La variation de BFR.
- **2-2** La durée : La durée de vie d'un investissement est la période de la réalisation de l'investissement dans laquelle des bénéfices seront obtenus, si cette période est difficile à prévoir, on doit se référer à la durée d'amortissement de l'investissement.³
- **2•3 Cash-flow :** Il s'agit du surplus monétaire crée par l'investissement. Conventionnellement l'année sert de base périodique pour le mesurer bien que ce soit un phénomène continu. Ce surplus est apprécié sur la durée de vie de l'immobilisation acquise.⁴
- **2•4 Valeur résiduelle :** A la fin de leur durée de vie les biens ont une valeur résiduelle. Ce peut être le prix de la ferraille pour une machine ou la valeur du terrain pour une usine.⁵
- **2.5 Taux d'actualisation :** La notion d'actualisation c'est une incidence du temps qui fait que chacun veut disposer d'un dinar aujourd'hui plutôt qu'un dinar demain. Le taux d'actualisation est donc un instrument d'arbitrage entre le présent et l'avenir et permet à ce titre d'orienter les choix d'investissement.⁶

3. Les risques liés au projet d'investissement

Le risque correspond à un traitement spécifique de l'information qui externalise à une charge ou une perte prévisible ou probable et qui donnera lieu à des arbitrages entre le présent et le futur. Le taux d'actualisation va donc jouer un rôle.⁷

A. Le risque d'exploitation :8

Est un risque à court terme mesuré périodiquement, centré ici sur les prévisions de chaque année. Il exprime la vulnérabilité du projet aux retournements de conjoncture et aux modifications à court terme de l'activité. Il est essentiellement basé sur les effets des variations de l'activité sur le bénéfice, en considérant qu'à court terme la capacité d'adaptation des charges est relativement limitée. Le seuil de rentabilité est à l'origine du calcul de ce risque d'exploitation.

³ SOLNIK. B. (2005), « gestion financière », 6^{eme} édition, dunod, paris, page 276.

⁴ RIVET Alain. (2003), « gestion financière analyse et politique financières de l'entreprise », 2^{eme} édition, Ellipses, page 135.

⁵ Idem.

⁶Cours de M^{me} MALEK. Naima, « politique financière de l'entreprise »

⁷ HOUDAYER. Robert, « Evaluation financière des projets », 2^{eme} édition, Economica, page 189.

⁸ Idem, 192.

B. Le risque de trésorerie : 9

Le risque de trésorerie (ou liquidité) concerne le manque de liquidité de l'entreprise. Ce problème est ici analysé au premier degré, étant entendu qu'une rentabilité insuffisante ou une baisse d'activité se traduiront aussi par une insuffisance de liquidité. Ce risque de précaution nécessaire pour faire face à des d'activité. Ceci touche donc la détermination du montant du BFR.

C. Le risque de rentabilité : 10

Le risque de rentabilité a la particularité d'être mesuré sur la durée d'étude du projet. Il correspond au risque de non viabilité par insuffisance de rentabilité (avant tout montage financier). La question posée est celle de la rentabilité minimale pour le projet (ou quel taux d'actualisation adopté). La première étape est l'analyse de sensibilité qui permet de repérer les variables les plus sensibles par rapport à l'objectif. La seconde permettra un calcul du risque de rentabilité selon plusieurs méthodes et débouchera sur le profil de risque d'un projet.

D. Le risque de non-réinvestissement :

Indique la possibilité qu'une organisation choisisse de ne pas affecter ses bénéfices ou ses flux de trésorerie au lancement de nouveaux projets, limitant ainsi sa croissance et son positionnement concurrentiel. Cette absence de réinvestissement peut entraîner une stagnation, une baisse de sa rentabilité à long terme et une détérioration de sa position sur le marché, en particulier dans les secteurs où l'innovation et l'expansion sont essentielles, tels que les entreprises familiales ou la préservation d'avantages qui l'emportent souvent sur leur réinvestissement dans de nouvelles initiatives.

E. Le risque du marché : 11

Des variations de prix et de volume de marché peuvent mettre le projet en difficulté sans que celui-ci y soit pour quelque chose. Dans ces variations, il faut distinguer les fluctuations de prix ou de volume, des erreurs de tendance dans les prévisions à long ou moyen terme.

-Aucun investissement n'est totalement sans risque, compte tenu de non certitude qui pèse sur

¹⁰ Idem, page 213.

⁹ Idem, page 209.

¹¹ Idem, page 236.

les profits que l'on en espère, c'est pour cela qu'il est important de savoir gérer ces risques liés au projet d'investissement. L'établissement d'un plan de gestion des risques, permet de répondre rapidement aux imprévus, assurer ainsi une meilleure stabilité et augmenter les chances de succès du projet. Ce plan sert de référence tout au long du cycle de vie du projet, aidant les gestionnaires de projet à prendre des décisions éclairées et à maintenir le projet sur la bonne voie, même face à des défis inattendus.

Section 02: L'évaluation et le financement d'un projet d'investissement

L'évaluation d'un projet d'investissement est une étape essentielle pour les décideurs, car elle permet d'analyser la rentabilité et les risques afin de garantir une prise de décision éclairée. Elle intègre l'étude des incertitudes à travers des analyses de sensibilité et des scénarios de variations. Par ailleurs, la structuration du financement joue un rôle clé en identifiant les sources disponibles, qu'elles proviennent des fonds propres ou d'un financement externe par endettement. Un plan de financement rigoureux assure ainsi un équilibre optimal entre les ressources et les besoins du projet, tout en facilitant la gestion des coûts et des modalités de remboursement.

1. Les critères de choix et d'évaluation d'investissement

La théorie financière propose des outils permettant de mesurer la pertinence d'un investissement. Ils reposent sur un certain nombre d'hypothèses. Tous ces critères faisant référence à l'actualisation des flux de revenus futurs, se pose préalablement à leur exposé, le problème crucial du choix d'un taux d'actualisation.

1.1 Les critères d'évaluation d'investissement en avenir certain

1.1.1 La valeur actuelle nette (VAN)

Mesure exactement la création de richesse liée au projet d'investissement considéré, c'est la raison pour laquelle on doit retenir les projets qui maximisent la VAN. Le critère de la VAN donne une bonne estimation de la valeur d'un projet à condition d'avoir une connaissance précise du coût du capital de l'entreprise. 12

-La valeur actuelle nette est autant un critère de rejet : tout projet dont la valeur actuelle nette est négative est rejeté. Qu'un critère de sélection : entre deux projets concurrents, d'un même montant, on retient celui dont la valeur actuelle nette est supérieure. ¹³

¹² MICHEL Alboug, « Finance : investissement, Financement, acquisition », édition Economica, Paris, page 92,93.

¹³ F.-X. SIMON, M.TRABELSI, « préparer et défendre un projet d'investissement »,Édition dunod, Paris, 2005, page 90.

1.1.2 Le taux de rendement interne (TRI)

Le concept du taux de rendement interne (TRI) indique le taux d'actualisation pour lequel la valeur actualisée des recettes est égale à celle des dépenses. Il s'agit du taux d'actualisation pour lequel la VAN est nulle. 14

-Le taux de rendement interne est autant un critère de rejet : tout projet dont la TRI est inférieure à la rémunération du capital attendue ou à la valeur fixée par l'entreprise comme taux de rejet est éliminé. ¹⁵

1.1.3 Le délai de récupération (DR)

Le délai de récupération est le temps nécessaire pour que les flux nets du projet équilibrent le montant du coût d'investissement. Selon ce critère, un projet est financièrement intéressant lorsque sa dépense d'investissement est récupérée à l'intérieur d'un délai critique donné, celui-ci étant d'autant plus court que le projet est risqué. ¹⁶

-Le délai de récupération est autant un critère de rejet : tout projet dont le délai de récupération est supérieur à la norme fixée par l'entreprise est rejeté. Qu'un critère de sélection : entre deux projets concurrents, on retient celui dont le délai de récupération est le plus court.¹⁷

1.1.4 Indice de profitabilité (IP)¹⁸

L'indice de profitabilité (IP) est le ratio de la valeur actualisée des flux monétaires prévus d'un projet au montant de l'investissement initial (I_0) .

L'application de ce critère consiste à choisir les projets ayant un indice de profitabilité supérieur à 1, c'est-à-dire ceux qui rapportent ou devraient rapporter plus qu'ils se coûtent.

1.2 Les critères d'évaluation d'investissement en avenir incertain

En situation d'incertitude certains événements sont connus mais leur réalisation n'est pas certaine alors que d'autres sont inconnus. Dans le cas des premiers. Par exemple, risque de démarque, de baisse saisonnière de la demande, il est possible de leur attribuer une probabilité d'occurrence parce qu'ils sont scientifiquement connus, alors que les seconds (risque d'apparition de nouveaux concurrents, catastrophe naturelle, épidémie...), sont imprévisibles. Dans le premier cas, nous sommes en situation de risque alors que l'on qualifie d'incertitude le second (absence d'information). 19

¹⁴ Monther BELLALAH. (2004), « gestion financière : Diagnostic, évaluation, choix des projets et des investissements, 2^{eme} édition, Economica, Paris, page 364.

¹⁵ F.-X.SIMON, M. TRABELSI, OP. Cité, page 91.

¹⁶ CORTHAY.A, MBANGALA.M. (2007), « Fondements de gestion Financière », 3^{eme} édition, Belgique.

¹⁷ F.-X.SIMON, M.TRABELSI, Op. Cite, page 87.

¹⁸ BELZILE. R, MERCIER. G, RASSI. F. (1989), « Analyse et gestion Financières »,Éditions ESKA, Paris, page 476.

¹⁹ RIVET. Alain, Op.cit., page 142.

L'incertitude c'est l'absence d'information ou extension à une information imparfaite, cela peut transformer partiellement en risques identifiés et mesurés. Par exemple : Pa Arm, pionnier de l'aviation commerciale, a subi un déclin dramatique après l'attentat de Lockerbie en 1988, où un avion de la compagnie a été détruit par une bombe, tuant 270 personnes. La réaction de Pan Arn à cette crise de sécurité a été inefficace et mal communiquée, ce qui a érodé la confiance du public. Combiné à des problèmes financiers préexistants et à une concurrence accrue, Pan Am a cessé ses opérations en 1991. L'incapacité à gérer efficacement les crises de sécurité et à communiquer de manière rassurante a scellé le destin de la compagnie.

Les risques existent à tous les niveaux, au sein du projet ou de son environnement. Pour mesurer le risque et prendre de décisions éclairées, il est essentiel d'adapter des techniques ou des critères calculés dans un univers probabilisable. En effet, la théorie financière a appliqué plusieurs techniques pour chaque situation existante, on a cité les techniques suivantes :

1.2.1 L'analyse de sensibilité ²⁰

L'étude de la sensibilité indique comment un critère d'évaluation change avec les variations de valeur d'une ou plusieurs variables qui influent la rentabilité du projet (volume des ventes, prix de vente, coût de l'investissement ou autre).

Si un critère d'évaluation est sensible à l'évolution de certaines variables, on dit que, le projet est sensible aux éléments d'incertitude et il convient de s'attacher tout particulièrement à faire des estimations précises en particulier dans le cas des variables dont les valeurs estimatives peuvent être entachées d'erreurs importantes. En revanche, si le projet n'est pas sensible à la variation d'une valeur d'une certaine variable, on dit que le projet est insensible aux éléments d'incertitude, et il n'est alors guère utile d'essayer d'estimer cette variable avec beaucoup de précision.

• Les étapes de l'analyse de sensibilité ²¹

-Identification de divers facteurs du risque : il s'agit de déterminer les paramètres qui sont des réalisations d'événements incertains.

-Estimation de l'étendue des différentes valeurs possibles : pour chacun des paramètres incertains, il s'agit d'évaluer une valeur maximale et une valeur minimale possible ou probable,

²⁰ O. H. Belmokhtar. :Analyse de sensibilité et étude du risque liés aux investissements (applications à un projet pour la production du dioxyde de carbone), mémoire de fin d'études, école nationale polytechnique.

²¹ ONUDI. (1981), « Manuel pour l'évaluation des projets industriels », Edition des Nations Unies, New York.

on doit judicieusement choisir ces intervalles qui doivent contenir des valeurs raisonnablement probables.

-Evaluation des conséquences : chacun des paramètres est indépendamment déplacé vers ses valeurs extrêmes et on note la modification des indications économiques d'intérêt que ce déplacement entraîne.

-Analyse : L'analyse de sensibilité peut suggérer des moyens de gérer les divers facteurs de risque. Ainsi, on déterminera quels sont les paramètres qui influent le plus sur les résultats et qui doivent par conséquent être suivis avec attention. Il est cependant important de noter que l'analyse de sensibilité s'effectue en faisant varier indépendamment chacun des paramètres.

1.2.2 L'analyse en termes d'espérance et de variance ²²

Cette analyse probabiliste permet de calculer une espérance de la VAN, mais également la variance de cette VAN, qui donne une mesure du risque total du projet. Plus la variance est importante, plus le risque est élevé.

Cette méthode est principalement utilisée lorsqu'il s'agit de comparer deux projets concurrents. Dans ce cas, outre le niveau de création de la valeur généré par chaque projet, les dirigeants sont très attentifs à la probabilité que la VAN soit négatif. Cette approche permet de répondre à cette question. Une fois l'espérance (rentabilité) et la variance (risque) sont calculées, il reste à réaliser un arbitrage entre les différents projets sur la base de ces deux critères.

1.2.3 L'analyse de seuil de rentabilité ²³

L'objectif de cette méthode est de déterminer le niveau minimal des ventes qu'il faut réaliser pour que le projet soit acceptable, c'est-à-dire que sa VAN soit positif. Pour cela, il faut mettre en équitation le calcul de la VAN, avec comme inconnu le niveau des ventes.

1.2.4 Les arbres de décision

C'est un schéma établi lorsque l'entreprise est confrontée à des décisions multiples et séquentielles en matière d'investissement. Il permet de visualiser l'ensemble des choix passibles et faciliter leur évaluation financière.

-Il existe d'autres critères extrêmes comme :

* Le critère optimiste MAXIMAX (maximum des maximums),

* Le critère pessimiste de Wald : MAXIMIN (maximum des minimums),

_

²² ARNAUD Thauvron. (2003), « les choix d'investissement », e-theque, Paris, page 51.

²³ Idem, page 48.

2. Les sources de financement ²⁴

Pour un fonctionnement optimal, les entreprises ont besoin de financement. Les sources de financement sont nombreuses, diverses et accessibles dans des conditions spécifiques. De fait, afin d'identifier une ou plusieurs sources de financement, il convient de tenir essentiellement compte de son projet. Parmi ces sources de financement, on cite : le financement par fonds propres et le financement par endettement.

Le financement par fonds propres : On distingue l'autofinancement « est une source de financement interne. Il permet à l'entreprise de financer son développement et sa croissance via son activité sans faire appeler à un financement externe », les cessions d'éléments de l'actif « constituent une méthode atypique de financement qui découle d'opérations distinctes de l'activité centrale de l'entreprise. Elle ne fait pas partie de l'autofinancement cette approche implique de vendre des investissements moins profitables ou marginaux afin de générer des fonds pour exploiter des opportunités plus rentables », l'augmentation de capital « représente une opération de financement externe, dans la mesure où l'entreprise sollicite la participation d'associés externes sur le plan juridique. De plus, elle s'inscrit dans la catégorie des opérations de fonds propres, étant donné qu'elle n'implique pas d'obligation de remboursement selon un calendrier établi. », Primes et subventions « il s'agit d'une source de financement exceptionnelle. Une subvention est un don octroyé par l'état pour favoriser certains secteurs d'activité, relancer l'investissement dans certaines régions. Elles sont considérées comme des fonds propres car l'entreprise n'aura pas à les rembourser ».

Le financement par endettement: On distingue les emprunts bancaires « les entreprises éprouvant un besoin de financement peuvent s'endetter auprès des intermédiaires financiers qui collecte l'épargne des agents à excédent de financement et la distribuer sous forme de crédits. », le crédit-bail(leasing) «le contrat de crédit-bail est un contrat de location, portant sur un bien meuble ou immeuble à usage professionnel, assorti d'une option d'achat à un prix d'achat, à un prix fixé à l'avance. Il permet également aux PME qui ont une faible capacité d'endettement mais qui sont rentables de financer leur développement. » et les emprunts-obligations « sont une forme de financement où une entreprise ou une collectivité publique émet des obligations pour lever des fonds auprès d'investisseurs. Chaque obligation

^{*} Le critère de HURWICZ-Utilisation d'un indice d'optimisme,

^{*} Le critère de SAVAGE.

²⁴ Cour Dr MEHIDI KAHINA. (2023/2024), « Evaluation de projet ».

représente une fraction de l'emprunt total et donne droit à un intérêt périodique, appelé coupon, ainsi qu'au remboursement du capital à une date fixée, ce type de financement permet aux émetteurs d'obtenir des ressources sans passer par un prêt bancaire classique, tout en offrant aux investisseurs une opportunité de placement avec un rendement défini ».

3. Le plan de financement

Le plan de financement est un document prévisionnel dressé pour vérifier l'équilibre financier d'un projet ou à l'occasion d'une création ou d'une reprise d'entreprise. On distingue, d'une part, les ressources et, d'autre part, les besoins. Bien souvent le (la) collaborateur (trice) élabore le plan de financement initial et le plan de financement correctif appelé plan de financement final sur trois, voire cinq exercices.

« Son objectif est très clairement d'assurer l'équilibre financier futur de l'entreprise. Il s'agit de vérifier que les décisions d'investissement et de financement prises n'entraineront pas une évolution non maitrisée ou non voulue de l'équilibre financement. Ce plan permet de contrôler si les décisions de politique générale n'auront pas. Dans le futur, un effet défavorable sur la solvabilité structurelle de la firme ». ²⁵

3.1 Composantes du plan

Le plan de financement se présente sous forme d'un tableau des emplois et des ressources sur plusieurs années.

Les emplois présentent un caractère durable qui vont affecter la trésorerie de l'entreprise, on y trouve : les investissements²⁶ « les besoins en la matière sont quantifiés et échelonnés dans le temps au fur et à mesure de leur réalisation. Ils sont établis sur la base d'un programme d'investissement qui les détaille selon leur destination dans les immobilisations», l'augmentation des besoins en fonds de roulement ²⁷« est une donnée issue de l'exploitation correspondant (dans le cas où il est positif) à une mobilisation de ressources au même titre que l'investissement », l'évaluation des remboursements d'emprunts « elle se fait à partir des échéanciers existants pour les anciens emprunts auxquels on adjoint le montant des remboursements générés par les dettes nouvellement contractées » , les dividendes distribués : « il convient de tenir compte des versements de dividendes que l'entreprise effectuera au cours de la période d'étude et qui est considérée à l'évidence comme un emploi. »

Les ressources, il s'agit de toute ressources durables (internes et externes) dont peut

²⁵ P. Baranger, J.P.H. de Bruslerie, J. Orsoni, J.M. Peretti. (1985), Gestion. Vuibert, page 274.

²⁶ RIVET Alain. (2003), « gestion financière », édition ellipses, Paris, page 239.

²⁷ HOUDAYER. Robert, Op. cité, pages 86.

bénéficier l'entreprise, et on y trouve : Capacité d'autofinancement : « considéré comme une ressource interne générée par l'activité de l'entreprise, elle est appelée à couvrir les besoins en matière d'investissement », cessions d'actif : « il s'agit du produit de cession d'immobilisations cédées par l'entreprise dans le cadre du projet envisagé », augmentation de capital : « Seul l'augmentation de capital par apport en numéraire et à concurrence des seules sommes libérées, constitue une réelle susceptible de financer des emplois », subventions d'équipement : « Lorsque l'entreprise reçoit une subvention pour financer un projet d'investissement, celle-ci enregistrée au cours de l'année ou elle est perçue », récupération du BFR : « l'entreprise récupère à la fin de la vie du projet un flux positif égal au montant du BFR généré par le projet ».

Section 03 : L'emprunt bancaire comme une source de financement

Les banques sont des acteurs majeurs dans le financement des investissements, notamment en accordant des crédits aux entreprises et aux particuliers. Cependant, le risque de crédit demeure l'un des défis majeurs auxquels elles sont confrontées. Afin de minimiser ce risque, une analyse approfondie est réalisée avant l'octroi du financement. Cette étude permet d'évaluer la solvabilité de l'emprunteur et d'anticiper d'éventuelles difficultés de remboursement. Par ailleurs, les banques exigent souvent des garanties ou des avantages en contrepartie du crédit accordé, intégrant ainsi une approche de gestion du risque qui protège leur stabilité financière et assure la pérennité de leurs activités.

1. Le rôle des banques dans l'octroi de crédit d'investissement

Les banques sont un instrument fondamental du développement des structures productives et assurent actuellement l'octroi de la majeure partie des crédits à l'investissement à long et moyen terme.

La théorie bancaire récente a bien, mis en évidence que les banques ont un avantage comparatif dans la fourniture de crédits à l'entreprise. Cet avantage repose sue leur capacité à prêter à des emprunteurs dont la situation économique et financière est complexe à analyser cause notamment des imperfections de l'information. C'est l'une des raisons pour lesquelles les banques sont les principaux bailleurs de fonds des entreprises ; leurs besoins sont généralement modestes, mais dont le risque est plus difficile à mesurer compte tenu de la pertinence du projet, l'existence d'un marché solvable, etc.

Les banques tentent de maintenir avec les entreprises des relations de long terme dans le but de

réduire les asymétries informationnelles.²⁸ Parmi ses services, les crédits d'investissements sont des crédits destinés à financer les immobilisations, outil de travail de l'entreprise; le remboursement devant être assuré par les cash-flows qui seront générés.²⁹

→ La banque avant d'accorder un crédit, elle procède généralement à trois types d'analyses

• Étude technico-économique :

Une étude technico-économique est indispensable ; c'est la phase qui consiste en un ensemble d'analyses permettant de justifier la viabilité commerciale, technique, économique et financière du projet d'une part et de montrer la solution optimale de résolution du problème ou de l'opportunité.

• Étude financière :30

L'analyse financière consiste à retracer la politique financière menée par une entreprise (ses choix dans leur contexte) afin d'apprécier comment elle atteint ses objectifs (en termes de création de valeur) et respecte les différentes contraintes qui pèsent sur elle.

• Étude de rentabilité :31

La rentabilité d'un investissement permet à un agent économique d'apprécier si le capital investi procure les ressources nécessaires à la rémunération et au remboursement du capital utilisé.

C'est à partir de ces études, que la banque se permettra de prendre une décision finale pour la mise en place ou non de crédit bancaire à l'emprunteur.

L'octroi d'un crédit représente l'une des activités de la banque, cette pratique peut générer des profits satisfaisants pour la banque, mais aussi d'éventuels risques peuvent en découler : mettant l'entreprise bancaire dans une situation plus au moins critique.

2. Les risques d'un crédit d'investissement

Toute opération de crédit fait naître un risque : la probabilité qu'un débiteur n'honore pas ses engagements. L'évaluation de ce risque est primordiale pour les créanciers, dans un contexte où les difficultés des entreprises (défauts de crédit, faillites) sont fréquentes et parce

²⁸ Oudéa, F. (2012), « La structure des banque européennes : Faut-il remettre en cause le modèle de banque universelle ? », Revue d'économie financière, 106(2), pp. 195-204.

²⁹ Dictionnaire des sciences économiques, ARMAND COLIN/VUEF, Paris, 2001.

³⁰ Cecile KHAROUBI, PHILIPPE Thomas. (2003), « Analyse du risque de crédit : Banque and Marchés », RB Édition, France, page 50.

³¹ CHIHA. K « Finance d'investissement : guide d'évaluation Financiers », Edition économie, Paris, page 136.

que leurs conséquences perturbent sévèrement l'économie. Pour le créancier, l'existence de ce risque affecte la rentabilité qu'il espère de ses opérations de crédit et l'expose potentiellement à de graves difficultés si la contrepartie s'avérait incapable de rembourser le prêt.³²

2.1 La définition d'un risque de crédit

Le risque de crédit est le risque particulier naissant d'une opération de prêt. Il correspond à la probabilité qu'un événement négatif affecte le service de la dette sur lequel le débiteur s'est engagé.³³

En d'autre terme, le risque de crédit « est la probabilité de survenance de pertes suite à l'incapacité d'une contrepartie (un débiteur) de faire face à ses engagements sur un horizon donné ».³⁴

2.2 Les types de risques de crédit

Le risque de crédit revêt pour la profession bancaire une dimension des plus considérables. Il se matérialise par une défaillance de l'emprunteur, ou la contrepartie ne parvient pas à honorer ses engagements, c'est le risque du non remboursement.

Il existe plusieurs types de risques associés aux crédits, parmi eux, on peut citer :

a. Le risque de liquidité

Ce risque est le risque de ne pas disposer assez de liquidité pour faire face aux demandes de retrait de fonds³⁵. Le risque de liquidité résulte de la difficulté de la banque à effectuer des placements lui permettant de rémunérer l'épargne collectée à des conditions de taux cohérentes avec celles servies à la clientèle.

En revanche, le risque d'illiquidité (ou absence de liquidité) désigne pour une banque l'éventualité de difficultés temporaires ou pérennes d'accès à des fonds pour faire face aux besoins.³⁶

Un exemple sur le risque de liquidité : le cas de « Lehman Brothers » : cette banque d'investissement détenait des actifs illiquides, notamment des titres adossés à des prêts immobiliers à risque. Lorsque la crise des subprimes a éclaté, Lehman Brothers n'a pas pu vendre ces actifs rapidement pour obtenir des liquidités. Face à une perte de confiance des

³² Cécile KHAROUBI, PHILIPPE Thomas. (2016), « Analyse du risque de crédit : Banque et Marchés », 2^{eme} édition, RB, Paris, page 15.

³³ Idem.

³⁴ Pr. ILMANE Mohamed-chérif, « Réglementation Prudentielle », page 31.

³⁵ Pièrre CHARLES pupion. (1999), « Economie et gestion bancaires », édition Dunod, Paris.

³⁶ Cour de Dr SENOUCI. Kouider. (2020-2021), « gestion bancaire », page 52.

investisseurs et à l'incapacité de lever des fonds, la banque a fait faillite, entraînant une onde de choc sur les marchés financiers mondiaux.

b. Le risque d'immobilisation

Ce risque apparaît quand le client ne rembourse pas à bonne date le crédit dont il a bénéficié, C'est-à-dire, ses remboursements interviennent en retard en dépassant la date d'échéance fixée au préalable par la banque. Le risque d'immobilisation se caractérise donc pour la banque par l'impossibilité de mobiliser son portefeuille de créance auprès de la banque d'émission par les techniques de refinancement notamment le réescompte et la pension d'effets de crédit, sachant que les crédits échus non remboursés à l'échéance prévue ne sont pas admis au réescompte.

c. Le risque de taux

C'est le risque de pertes consécutif à la variation de taux d'intérêts. L'exposition à ce risque résulte du décalage dans les dates de renouvellement des taux d'intérêt entre les éléments de l'actif et du passif.³⁷

<u>Par Exemple</u>: Crise des prêts hypothécaires à taux ajustables (ARM) (années 1980): cette crise a été alimentée par la montée des taux d'intérêt, ce qui a rendu difficile le remboursement des prêts hypothécaires à taux ajustables. Des milliers de propriétaires ont perdu leur logement, et de nombreuses institutions financières ont subi des pertes importantes.

d. Le risque de change

Il est défini comme étant : « une perte entraînée par la variation des cours de créances ou des dettes libellées en devises par rapport à la monnaie de référence de la banque »

Et il peut être défini comme étant la probabilité de perte de valeur des éléments d'actif ou de passif libellés en devises suite à une évolution défavorable des cours de change de ces devises. Le montant de cette perte dépend de l'ampleur des fluctuations des cours ainsi que du degré et de la durée (l'échéance de règlement) de l'exposition au risque de change. Le risque de change est encouru par les participants aux transactions internationales et se trouvant en position de change.

e. Le risque de défaut

Le risque majeur qu'encours le banquier lors, d'une opération du crédit, est la perte des capitaux qu'il a engagés en faveur de son client. En effet, le risque d'insolvabilité est le risque le plus dangereux et le plus enregistré. Appelé, également, risque de non remboursement, il

_

³⁷ Idem, page 53.

s'agit du non-paiement des sommes dues par le client à échéance et se traduit par la perte partielle ou totale de la créance détenue par la banque sur son client débiteur.

-Un exemple de « risque de défaut » : Washington MUTUAL, l'une des plus grandes banques d'épargne des États-Unis, a fait faillite en 2008 à cause de la crise des subprimes. La banque avait massivement. Investi dans des hypothèques à haut risque et a échoué à gérer les risques associés. La mauvaise gestion des actifs toxiques et la communication inefficace sur la santé financière de l'entreprise on conduit à la faillite, marquant la plus grande faillite bancaire de l'histoire américaine.

3. L'importance de la gestion des risques dans le secteur bancaire

La gestion des risques est une composante essentielle des opérations bancaires, axée sur l'identification, l'évaluation et l'atténuation des risques potentiels susceptibles d'avoir une incidence sur la stabilité financière. Dans le contexte du risque de crédit, les banques doivent mettre en œuvre des stratégies complètes pour surveiller et gérer les risques tout au long du cycle de vie des engagements de crédit. Cela implique une approche proactive pour comprendre le comportement des emprunteurs, les conditions du marché et les facteurs macroéconomiques susceptibles d'influencer la solvabilité. Une gestion des risques efficace nécessite la collaboration entre les différentes parties prenantes au sein de la banque, en veillant à ce que tous les niveaux de l'organisation soient impliqués dans les processus de prise de décision. En utilisant des systèmes de notation internes et en maintenant la transparence des relations avec les emprunteurs, les banques peuvent améliorer leur capacité à prendre des décisions de crédit éclairées et à minimiser les pertes potentielles. En outre, le recours à des garanties peut fournir une protection supplémentaire contre les défauts de paiement, renforçant ainsi la situation financière de la banque, dont on trouve les garanties réelles et les garanties personnelles.³⁸

Une garantie réelle constitue un bien meuble ou immeuble grevé par un débiteur en faveur de son créancier. Elle consiste dans l'affectation d'un bien en garantie d'une dette, à titre d'exemple, cette situation pourrait constituée : d'un stock de marchandises, de titres, d'une délégation de créances, des fonds de commerce, des matériels, des immeubles et même des sommes d'argent. Elle peut prendre trois formes : l'hypothèque, le nantissement et les privilèges.³⁹

Réglementation antérieure : règlement n°97-04 du 31 décembre 1997 relatif au système de garantie des dépôts bancaires.

³⁸ Moulay Khatir, R. (2006), « La gestion du risque crédit : considérations théoriques », les cahiers du mecas, 2(1), pp. 155-172.

La garantie personnelle est constituée par l'engagement d'une ou plusieurs personnes, physiques ou morales, au profit d'un créancier, de se substituer à un débiteur principal, si celuici respecte pas ses obligations à l'échéance. Autrement dit-il s'engage à satisfaire l'obligation si, le débiteur n'y satisfait pas. Cette garantie personnelle se présente sous forme de cautionnement ou de l'aval ou assurance-crédit.

En fin de compte, un cadre de gestion des risques bien structuré protège non seulement les actifs de la banque, mais favorise également la confiance des clients et des investisseurs, contribuant ainsi à la santé globale du système financier.

Conclusion:

L'investissement constitue un des principaux moteurs de création de l'entreprise et de sa pérennité. La création de valeur au sein des entreprises reste en effet largement tributaire des efforts d'investissement que celles-ci sont disposées à consentir. Avant l'exécution d'un projet d'investissement, on doit étudier les opportunités et les menaces par la réalisation de l'analyse de la viabilité qui inclut l'analyse de la rentabilité économique et financière du projet, car ce dernier a besoin d'une évaluation approfondie sur le volet financier du projet pour faire face à tous les risques et obstacles qui sont susceptibles de s'apparaître à n'importe quel moment. L'octroi de crédit d'investissement, en tant qu'acte de gestion d'une portée considérable à l'égard des enjeux économiques et financiers, impose au banquier qu'il soit formé en matière d'étude de crédit, l'analyse financière et l'évaluation des risques. Les différents agents économiques éprouvent des besoins de financement de différentes natures pour pouvoir accomplir leurs fonctions de production, de commercialisation et de consommation. Le remboursement du crédit repose sur les chances de réussite de l'investissement. Dans chaque financement de projet d'investissement, la banque est soumise à des risques, et aussi à des garanties que cette banque exige dans l'octroi d'un crédit d'investissement.

Le crédit populaire d'Algérie est l'une des principales banques algériennes. Il propose des crédits d'investissement afin de soutenir le développement économique et le financement des entreprises. La banque dispose de divers outils et méthodes pour évaluer les éléments d'un dossier, visant à déterminer les risques encourus ainsi que la santé financière de l'entreprise.

L'étude du dossier commence par une analyse de la viabilité du projet, permettant d'évaluer s'il peut être réalisé et maintenu dans des conditions optimales. Ensuite, la banque procède à l'analyse et l'interprétation des documents comptables, financiers et économiques prévisionnels afin d'anticiper d'éventuelles difficultés liées à l'insolvabilité. Enfin, la rentabilité occupe une place centrale dans l'évaluation, notamment par l'examen du compte de résultat, qui permet de rendre compte de la formation des soldes de gestion et de les comparer aux flux d'activité ainsi qu'aux moyens engagés par l'entreprise. L'utilisation des ratios et des indicateurs joue un rôle déterminant dans la décision d'octroi du crédit.

Dans le cadre de notre mémoire, ce chapitre est divisé en trois sections : la première présente la banque CPA Amizour, la deuxième est consacrée au montage et à l'étude de viabilité d'un projet d'investissement, et la dernière porte sur l'analyse financière et la rentabilité du projet, ainsi que sur l'analyse de sa sensibilité afin de mesurer le niveau de risque.

Section 01 : Présentation de la banque CPA Amizour 162

Le CPA (Crédit Populaire d'Algérie) est une banque commerciale et universelle, elle a été créé en 1966 (ordonnance n°66-366 du 29 décembre 1966), elle a obtenu son agrément du conseil de la monnaie et du crédit, par la loi sur la monnaie et le crédit le 07 avril 1997, devenant ainsi la deuxième banque en Algérie à être agréée. Après la promulgation de la loi sur l'autonomisé des entreprises en 1988, le CPA est devenu une entreprise publique économique par actions.

La stratégie commerciale du CPA s'appuie sur la diversification de son offre bancaire tous segments confondus (particulier, entreprise, professionnel), avec notamment la commercialisation d'une large gamme de produits et services bancaires dédiée à la promotion de la très petite, petite ou moyenne entreprise et Start-up, labellisée « PME by CPA » ainsi que le lancement d'une nouvelle gamme de produits et services dédiée à la finance Islamique conforme aux préceptes de la chari'a. Le capital social du CPA est la propriété exclusive de l'état, il s'élève actuellement à 48 000 000 000 de dinars.

1. Présentation de l'agence CPA 162 Amizour

L'agence CPA 162 est une agence de troisième catégorie, par référence à la réglementation en vigueur du CPA, elle a été créé en 1982. En 2011 l'agence a été déplacé à EL KSEUR à cause d'un incendie et elle a été recrée en 2023 à « cite MEZLOUF, AMIZOUR centre, Bejaïa ».

2. Les fonctions de l'agence CPA 162

L'agence est organisée en six (05) fonctions principales qu'on peut citer comme suit :

- ➤ Caisse portefeuille
- ➤ Service Crédit
- ➤ L'administratif et le contrôle ;
- ➤ L'animation commerciale
- > Finance islamique

3. Les missions de l'agence CPA 162

- > Traiter les opérations bancaires confiées par la clientèle. Entretenir et développer des relations commerciales
- ➤ Recevoir, étudier et mettre en place des crédits, conformément aux règles et procédure interne
- Assurer la gestion et les suivis des crédits
- ➤ Veiller à la gestion rationnelle du trésorier
- > Veiller à la bonne tenue des comptes de la clientèle et des comptes intérieurs.

4. Les avantages des prêts accordés par l'agence CPA 162

Lorsque l'agence CPA 162 accorde des prêts, elle bénéficie de plusieurs avantages qui contribuent à leur rentabilité globale et à leur efficacité opérationnelle. Voici quelques avantages clés :

• Revenus d'intérêts

Le principal avantage des prêts pour la banque CPA réside dans les revenus d'intérêts générés. La banque facture des intérêts sur les prêts qu'elle accorde, ce qui constitue une source de revenus importante. Ces revenus sont essentiels pour couvrir les coûts opérationnels et générer des bénéfices pour la banque.

• Relations clients

En accordant des prêts, la banque CPA établit et renforce les relations avec ses clients. Cette relation peut déboucher sur des opportunités commerciales supplémentaires, telles que la vente croisée d'autres produits financiers tels que l'assurance, les services d'investissement ou les comptes d'épargne. Une relation clients solide renforce la fidélité et la fidélisation des clients.

• Diversification des risques

Les prêts permettent à la banque CPA de diversifier son portefeuille. En prêtant à différents secteurs et emprunteurs, elle peut répartir ses risques. Cette diversification permet d'atténuer l'impact des défauts de paiement dans n'importe quel domaine, stabilisant ainsi la santé financière de la banque.

• Contribution économique

En fournissant des prêts, la banque CPA contribue à la croissance économique. Ils permettent aux entreprises d'investir dans leur expansion, d'embaucher des employés et d'innover. Cette activité économique peut entraîner une augmentation de la demande de services bancaires, ce qui profite davantage à la banque.

• Revenus issus des frais

Outre les intérêts, la banque CPA peut facturer des frais pour le traitement, l'octroi et la gestion des prêts. Ces frais constituent une source de revenus supplémentaire qui améliore la rentabilité de la banque.

5. L'organigramme de l'agence CPA 162

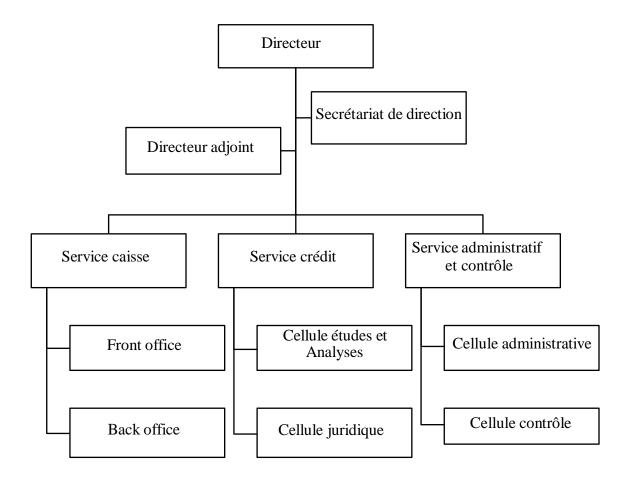


Figure 1 : L'organigramme de l'agence CPA 162 Amizour

Remarque

La banque CPA Amizour occupe un emplacement stratégique, lui permettant de proposer une gamme complète de services bancaires adaptés aux besoins des habitants de la région. Elle se caractérise par une équipe expérimentée et des infrastructures modernes, garantissant une prestation efficace et accessible.

L'organigramme du crédit populaire d'Algérie reflète une structure hiérarchique bien définie, adaptée à la gestion d'une institution bancaire. Il comprend plusieurs services, notamment service caisse, service crédit et services administratifs et contrôle, cette organisation permet une répartition claire des responsabilités et une prise de décision efficace.

Section 02 : Montage et étude de la viabilité du projet d'investissement

Dans le cadre de notre stage, la banque CPA agence Amizour nous a confié un dossier de CMT investissement PME/CGCI à traiter, relatif à la création d'une agence de contrôle technique automobile.

Pour identifier le projet d'investissement, le banquier procède à un entretien avec l'entrepreneur dans le but d'expliquer le projet en détail, ainsi que le banquier évalue la crédibilité, la réputation et la qualité du travail de l'entreprise. Sur la base d'un compte rendu de visite, il apprécie la compétence de l'équipe de gestion, la localisation géographique et l'équipement technique pour souligner sa viabilité et sa rentabilité, répondre aux questions qui permettent d'identifier les risques potentiels et comprendre les défis possibles, si le banquier voit que le projet est intéressant et il offre de nombreux avantages significatifs, il effectuera la procédure suivante de création du dossier de basse.

Le banquier se réserve le droit d'exiger de ses clients à la fourniture de tous les documents qu'il jugera utiles et nécessaires à l'étude de la demande de crédit présentée par le client.

1. La constitution du dossier de basse

Selon la nature de l'investissement requis et la durée de la relation, les documents nécessaires à la constitution d'un dossier de crédit d'investissement peut varier. Pour les clients des banques, cependant, la liste de contrôle des documents est commune à tous les types d'investissements.

Dans notre cas d'étude, la banque exige la soumission de ces documents :

- > Demande de financement chiffrée et signée
- ➤ Consultation centrale des risques banque d'Algérie
- ➤ Consultation du fichier des impayés
- ➤ Étude agence
- ➤ Bilan d'ouverture, bilan, TCR et plan de financement prévisionnels (2021-2022-2023-2024 et 2025)
- ➤ Copie du registre de commerce et carte fiscale
- > Extrait de rôle récent et apuré

- ➤ Attestation de mise à jour CASNOS, CNAS
- > Facture pro-forma
- > Compte rendu de visite
- > Fiche de contrôle et de conformité
- > Copie du contrat de location
- ➤ Copie d'attestation d'enregistrement d'investissement
- Liste des biens et services bénéficiant des avantages fiscaux
- Copie de certificat de déclaration d'existence
- Copie de la carte d'identité nationale
- ➤ Copie du diplôme et CV (curriculum Vita)
- > Copie de pré agrément
- > Fiche de résidence, extrait de naissance
- ➤ Copie NIF, NIS

Remarque

Les documents réglementaires, fiscaux et les états financiers assurent la conformité légale et évaluent le projet. Un dossier incomplet peut donc affecter la décision de financement ou entraîner des exigences supplémentaires.

2. Présentation générale du projet d'investissement

Afin de mieux comprendre le promoteur, et en dernier opter pour l'identification du crédit d'investissement qui a pour objet de financer ce projet d'investissement étudié dans notre travail, il semble nécessaire de l'identifier afin de savoir ses objectifs, identifier projet.

2.1 Identification du projet

Par le biais de la demande de crédit reçue. Le projet consiste à créer une agence de contrôle technique automobile, située dans la ville et le district d'Amizour, dans la Wilaya de Bejaïa, visant à développer deux lignes VL/VU pour le contrôle périodique des véhicules légers et utilitaires d'un poids total autorisé inférieur ou égal à 3,5 tonnes. Les objectifs du projet sont centrés sur l'amélioration de la sécurité routière, conformément à la loi n° 87-09 du 10 février 1987, entrée en vigueur en février 2003.

La création de cette agence repose sur l'acquisition du matériel technique destiné au contrôle des véhicules, le coût global du projet est estimé à 15 000 000,00 DA en HT dont 6 000 000,00 DA correspondant au coût d'aménagement du site et du bâti, et 9 000 000, 00 DA aux équipements liés au contrôle des véhicules.

2.2 Identification du promoteur

- -Raison sociale : agence de contrôle technique des véhicules.
- -Forme juridique : physique
- -Objet social : contrôle technique des véhicules léger (touristique et utilitaires)
- -Date de création : 16/09/2020
- -Siège social: lieu-dit xxxxxx, commune d'Amizour, W. Bejaia
- -Champ d'intervention : la société interviendra à l'échelle locale et nationale concernant la vérification et le contrôle technique des véhicules légers (touristiques et utilitaires)

3. Garanties proposées

La prise de décision finale sera suivie par l'accueil des garanties nécessaires édictées dans la convention du crédit qui est signée par le client et si ce dernier ne rembourse pas sa dette à échéance, la banque actionne ces garanties pour récupérer son capital, ses intérêts et ses frais.

- -Nantissement spécial matériel à hauteur de 6300 KDA
- -Délégation Assurance multi Risque à hauteur de 6300 KDA
- -Garantie CGCI à hauteur de 6300 KDA
- -Caution conjoint à hauteur de 6300 KDA

4. L'étude technico-économique

Ces études ont pour objectif de vérifier avant même la réalisation du projet que tous les facteurs sont réunis pour la réussite future du projet en question, ou du moins, que l'entrepreneur a mis toutes les chances de son côté et qu'il, n'y a pas de raisons particulières (sauf imprévues) pour que le projet échoué, telle que : étude de marche, étude commerciale et étude technique. Cette étude assure la viabilité du projet.

4.1 Étude de marché

Le contrôle technique automobile en Algérie est obligatoire, il existe une forte demande pour cette activité sur le marché de wilaya de Bejaïa, précisément cette agence considérée la première et la seule au niveau de La daïra d'Amizour et la daïra de BARBACHA, ainsi que l'existence d'un parc automobile dans la région, enfin cela c'est un élément positif pour le

succès de l'agence dans cette région, Donc le marché ciblé est régional.

4.2 Étude commerciale

Les éléments essentiels sur lesquels s'appuient l'étude commerciale sont :

a-Produit (service):

Cette installation est conçue pour fournir des services qui vérifient l'exactitude des numéros de série et d'immatriculation, évaluent les systèmes de freinage, évaluent le mécanisme de direction et la connexion routière, inspectent la structure et la carrosserie du véhicule, examinent les composants mécaniques, surveillent les équipements, vérifient les niveaux de pollution, garantissent la visibilité, évaluent l'éclairage et la signalisation et mesurent les niveaux de bruit.

À la fin de chaque inspection, l'agence :

- Établie un carnet d'entretien dénommé « procès-verbal de contrôle technique », où sont consignés les contrôles techniques effectués et les défauts constatés. Le procès-verbal, revêtu du visa du contrôleur et de l'agence, est remis à la personne qui présente le véhicule.
- Délivre un document autocollant appelé « vignette de contrôle technique », qui indique la date limitée et les détails d'immatriculation du véhicule.

b-Prix : En Algérie les prix du contrôle technique sont réglementés et varient selon le type de véhicule et la nature de l'inspection, ces tarifs n'incluent pas la TVA.

4.3 Étude technique

A. La capacité de production

La capacité nominale de production et/ou de prestation de cette agence est : 60 véhicules par jour, cette agence propose donc une offre très intéressante qui lui permet de répondre à la demande des consommateurs sur le marché. Et cela contribue à son profit.

B. L'installation technique

Le hangar abritant l'activité de contrôle technique automobile, est doté d'une superficie de 235 M² construit sur une propriété familiale.

Le hangar est constitué de deux lignes de contrôle, une ligne pour le contrôle des véhicules utilitaires, et une ligne pour le contrôle des véhicules touristique.

Toutes les commodités nécessaires pour l'exploitation de l'agence sont installées tel que le branchement de l'électricité et de l'eau. Le site contient un parking.

C. L'approvisionnement

Les équipements nécessaires à son activité sont disponibles en ASMO (Automobile Services Maintenance et Outillages) SARL, le siège social est : « coopérative immobilière Granitex Cité 1200 Logements BT 4 Local 11 BAB EZZOUAR ALGER »

Ces équipements sont disponibles, et aucune pénurie n'est à signaler.

D. Destination des équipements techniques pour 02 lignes de contrôle technique VL/VU:

Pour effectuer le contrôle dans de bonnes conditions, conformément au cahier des charges, l'agence doit disposer des équipements techniques suivants :

Tableau N° 01 : les équipements techniques

Les équipements techniques	QTE	P.U.HT (DA)	Total HT (DA)
BilanMatic 10 000 (Bancs de freinage et de	2	2 970 000,00	5 940 000,00
suspension)			
Fonction de ripage avec contre plaque de	2	387 956,00	775 912,00
décontraction			
Interface de connexion bilanais/PC de gestion	2	4 036,50	8 073,00
Cadre de scellement pour dito	2	33 327,00	66 654,00
Vérin de fosse	2	190 700,00	381 400,00
Combine analyseur de gaz et OPC avec écran	1	1 247 912,76	1 247 912,76
couleur			
Interface de connexion bilanmatic/anal. Gaz-Opc	1	4 347,00	4 347,00
Règle projecteur à positionnement par deux "Laser"	1	358 000,00	358 000,00
Interface de connexion bilanmatic/règle-phare	1	3 001,50	3 001,50
Sonomètre	1	120 990,00	120 990,00
Détecteur de fuite GPL	1	52 618,28	52 618,28
Jauge de mesure de sculpture des pneumatiques	1	6 000,00	6 000,00
Miroirs de contrôle partie avant et arrière	4	9 300,00	37 200,00
Total			9 002 108,54

Remarque

Estimation du coût d'investissement réalisé par l'entreprise dans la demande de crédit présente un écart de 2 108,54 DA.

E. Les avantages obtenus

Le projet a été enregistré au niveau de L'ANDI en date du 05/11/2020, des avantages douaniers et fiscaux ont été accordés :

-Au titre de la phase de réalisation (03 mois) :

Exemption du droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement,

Franchise de TVA pour les biens et services, entrant directement dans la réalisation de l'investissement qu'ils soient importés ou acquis directement sur le marché local.

Exonération en matière de droits de douane pour les biens importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement.

-Au titre de la phase de d'exploitation (3ans) :

Exonération de l'impôt sur les bénéfices (IRG) et la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

F. Les moyens humains

Les emplois prévus sont en nombre de 04 effectifs à savoir :

- -Un chef d'agence qui assure la gestion et le bon déroulement.
- -Deux techniciens.
- -Un agent d'entretien.

5. Étude de la structure de financement

Mise en place d'un CMT d'un montant de 6 300 000 DA représentant 70% du coût de projet (le montant de projet est estimé à 9 000 000,00 DZA avec un apport personnel 30% de 2 700 000,00 DZA)

Tableau N° 02 : la structure de financement de l'investissement

Désignation	Taux (%)	Montant (DA)
Financement bancaire :	70	6 300 000,00
Fonds propres :	30	2 700 000,00
Total :	100	9 000 000, 00

Remarque

Pour réaliser ce projet, l'entreprise s'autofinance avec une portion de 30% du coût de projet comme elle a fait appel à un crédit bancaire de 6 300 000 DA.

Cette situation présente un niveau d'endettement élevé.

6. Identification des risques potentiels

À l'avenir, l'éventualité de ces risques dans le cadre du projet demeure une possibilité : La rétention excessive du revenu peut créer un risque non réinvesti dans cette entreprise familiale, elle peut également exposer l'activité à plusieurs risques financiers et stratégiques sans réinvestissement, l'entreprise risque une perte de compétitivité face à des concurrents qui modernisent, notamment en cas de nouvelles réglementations exigeant des mises aux normes coûteuses, actuellement, il n'y a pas de concurrence dans cette région, cependant il est possible que dans les prochaines années, le secteur du contrôle technique se développe, pourrait favorisant l'ouverture de nouvelles agences , cette expansion intensifie la concurrence en particulier avec des agences affiliées à l'Etat.

L'activité de contrôle technique repose sur une réglementation qui expose le secteur à un risque constant de modifications législatives et normatives, obligeant l'agence à adapter leurs infrastructures et leur procédure peuvent instaurer de nouvelles exigences en matière d'équipements et engendrer des coûts supplémentaires.

L'éloignement des sources d'approvisionnement présente des risques pour l'entreprise, tout d'abord le coût supplémentaire de transport représente un impact direct sur la structure des dépenses de l'entreprise et le risque lié à la dépendance excessive envers un fournisseur éloigné doit être pris en compte. En cas de perturbations, comme des grèves ou des catastrophes naturelles, l'entreprise doit diversifier les sources ou négocier des clauses flexibles.

L'estimation du coût d'investissement réalisée par l'entreprise dans la demande de crédit présente un écart de 2 108,54 DA, ce déséquilibre budgétaire peut affecter la rentabilité de l'investissement, faussant les calculs prévisionnels. De plus une estimation imprécise risque d'altérer la perception des bailleurs de fonds et réduisant la crédibilité de l'entreprise.

Cependant l'écart est négligeable par rapport au coût d'investissement prévisionnel, il ne devrait pas poser de problème majeur.

Il est essentiel de mettre en place des mesures préventives contre ces risques potentiels afin d'assurer la viabilité et la réussite du projet.

7. Discussions et analyses des résultats 01

À partir des éléments développés ci-dessus, nous pouvons affirmer que le projet est viable et

qu'il a permis de démontrer que l'investissement concerné constitue un projet majeur, offrant un avantage significatif pour la région ainsi que pour la sécurité routière de demain, tout en contribuant au développement de l'économie locale. Toutefois, certains risques demeurent et nécessitent une évaluation approfondie.

Section 03 : Analyse et étude de rentabilité du projet

Dans le cadre de notre stage pratique dans le secteur bancaire, axé sur l'analyse du crédit à moyen terme relatif à la création d'une agence de contrôle technique, la banque n'a pas tenu compte de l'étude approfondie, qui se trouve entachée de certaines irrégularités, basée sur des données prévisionnelles non justifiées et des états financiers idéalisés, et qui soulève plusieurs interrogations quant à la fiabilité de l'évaluation du projet. L'absence de références historiques et de méthodologies rigoureuses dans l'estimation des résultats financiers accroit l'incertitude liée à la rentabilité réelle de l'entreprise. De plus, la réalisation d'une analyse de préfinancement n'est pas faisable à cause de la création récente.

Nous adopterons une approche pédagogique pour examiner la rentabilité et la sensibilité du projet. Tout d'abord, nous analyserons la santé financière de l'entreprise à l'aide d'indicateurs et de ratios de solvabilité et de liquidité. Ensuite, nous étudierons la rentabilité en interprétant le compte de résultat, en calculant la capacité d'autofinancement et en élaborant un plan de financement. Nous déterminerons également les critères de rentabilité. Enfin, nous analyserons la sensibilité du projet en évaluant les variations de production.

1.Étude financière du projet

Notre analyse financière débute par un tableau de répartition de la valeur comptable des machines sur leur durée de vie. Nous avons ensuite présenté les bilans prévisionnels et évalué la santé financière à l'aide des indicateurs FRF, BFR et TN. Enfin, l'examen des ratios nous a permis d'analyser la structure financière, et d'obtenir une vision globale sur l'équilibre financier à l'aide des ratios de liquidité et de solvabilité.

1.1 Tableau d'amortissement des machines

Le tableau ci-dessous présente la répartition de la valeur comptable d'équipements de contrôle technique sur sa durée de vie.

Tableau N °03 : tableau d 'amortissement des machines (unité DA)

Désignation	v.o	Taux	Dotation
Équipements de contrôle technique des véhicules	9 002 108 ,54	10%	900 210,85
Total	9 002 108 ,54	10%	900 210,85

Comptablement, un investissement doit être amorti sur sa durée probable d'utilisation. Cela signifie que le coût de l'investissement va être étalé sur la durée du projet et ne pas être imputé en totalité sur l'exercice au cours duquel il est réalisé. En effet, la dotation à l'amortissement étant une charge qui est fiscalement déductible, elle va venir réduire l'impôt à payer par l'entreprise.

2. Présentation des bilans financiers prévisionnels

2.1. Bilan actif prévisionnel

Tableau N° 04 : bilan actif prévisionnel (unité : DZA)

Actif	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
Actif immobilisé (non courant)					
Immobilisations incorporelles					
Équipements de contrôle technique	9 002 109	9 002 109	9 002 109	9 002 109	9 002 109
Amorti installation technique	900 211	1 800 422	2 700 633	3 600 843	4 501 054
TOTAL ACTIF NON	8 101 898	7 201 687	6 301 476	5 401 265	4 501 054
COURANT					
Actif courant					
Stocks et encours					
Créances et emplois assimilés	1 188 720	1 426 464	1 664 208	1 901 952	2 020 824
Clients	1 188 720	1 426 464	1 664 208	1 901 952	2 020 824
Disponibilités et assimilés					
Placement et autres actifs					
financiers					
Trésorerie	5 524 480	11 780	18 587 759	26 762	33 148 158
		746		829	
TOTAL ACTIF COURANT	6 713 200	13 207 210	20 251 967	28 664 781	35 168 982
TOTAL GENERAL ACTIF	14 815 098	20 408 897	26 553 443	34 066 046	39 670 037
			^	L.,	la hanana CDA

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque CPA.

- Actif non courant : Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (coût historique), ces actifs sont amortis à un taux annuel de 10%.
- Actif courant : Les créances et emplois assimilés correspondent aux clients, lesquels représentent 10% du chiffre d'affaires, avec la trésorerie active positive elle représente 37% du total actif pour l'année en cours et 83% pour la dernière année prévisionnelle.

2.2. Bilan passif prévisionnel

Tableau N° 05 : bilan passif prévisionnel (unité DA)

Passif	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
Capitaux propres					
Capital émis	3 000 633	8 189 622	15 043 716	22 319 557	31 092 455
Résultat net	5 188 989	6 854 094	7 275 841	8 772 898	6 864 286
TOTAL capitaux propres	8 189 622	15 043 716	22 319 557	31 092 455	37 956 741
Passifs non courants					
Emprunts bancaire CPA	6 301 476	5 041 181	3 780 886	2 520 590	1 260 295
TOTAL passifs non	6 301 476	5 041 181	3 780 886	2 520 590	1 260 295
courants					
Passifs courants					
Fournisseurs et comptes	0	0	0	0	0
rattachés					
Autres dettes	324 000	324 000	453 000	453 000	453 000
Trésorerie passif					
TOTAL passifs courants	324 000	324 000	453 000	453 000	453 000
TOTAL GENERAL	14 815 098	20 408 897	26 553 443	34 066 046	39 670 037
PASSIF					

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque le CPA.

- Capitaux propres : Le capital émis correspond à des fonds propres, il augmente chaque année selon les projections des années prévisionnelles, le résultat net est également positif, donc l'agence présente une activité rentable et capable de rembourser ses dettes.
- Passifs non courants : Inclut le montant annulé restant à rembourser sur l'emprunt bancaire.
- Passifs courants : Représente autres dettes à court terme

3. Analyses par indicateur d'équilibre financier

3.1. Le fond de roulement financier

• Par le haut du bilan prévisionnel

Le calcul s'effectue de la manière suivante : FRF= CPE (capitaux permanents) -Actif immobilisé

Tableau $N^{\circ}06$: Le calcul de fond de roulement financier par le haut de bilan prévisionnel. (Unité DA)

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
(CP+DLMT)	14 491 098	20 084 897	26 100 443	33 613 045	39 217 036
Actif immobilisé	8 101 898	7 201 687	6 301 476	5 401 265	4 501 054
FRF	6 389 200	12 883 210	19 798 967	28 211 780	34 715 982

Source : établi par nous même à partir des données de la banque CPA.

• Par le bas du bilan prévisionnel

Le calcul s'effectue de la manière suivante : FRF=Actif circulant -total DCT

Tableau N° 07 : Le calcul de fond de roulement financier par le bas du bilan prévisionnel. (Unité DA)

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
Actif circulant	6 713 200	13 207 210	20 251 967	28 664 781	35 168 982
TOTAL DCT	324 000	324 000	453 000	453 000	453 000
FRF	6 389 200	12 883 210	19 798 967	28 211 780	34 715 982

Source : établi par nous même à partir des données de la banque CPA.

- Nous remarquons que le FRF est positif et en augmentation cela signifie qu'il assure un volant de sécurité à l'entreprise et un équilibre financier pour les années prévisionnelles.
- FRF comme un signe de bonne santé financière, montre une certaine stabilité financière et une capacité à investir

3.2. Le besoin en fonds de roulement

Le calcul s'effectue de la manière suivante : BFR = (VE+VR) - DCT

Tableau N°08 : Le calcul de besoin en fonds de roulement (unité DA)

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
VE+VR	1 188 720	1 426 464	1 664 208	1 901 952	2 020 824
DCT	324 000	324 000	453 000	453 000	453 000
BFR	864 720	1 102 464	1 211 208	1 448 952	1 567 824

Source : établi par nous même à partir des données de la banque CPA.

Nous remarquons que le BFR est positif pendant toutes les années provisionnelles cela signifie que l'entreprise doit mobiliser des ressources financières supplémentaires pour financer son cycle d'exploitation. En d'autres termes, L'entreprise a besoin de financement pour couvrir ses activités courantes malgré son FRF positif.

3.3. La trésorerie nette

Le calcul s'effectue de la manière suivante : TN= FRF-BFR

Tableau N° 09 : Le calcul de la trésorerie nette (unité DA)

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
FRF	6 389 200	12 883 210	19 798 967	28 211 780	34 715 982
BFR	864 720	1 102 464	1 211 208	1 448 952	1 567 824
Trésorerie nette	5 524 480	11 780 746	18 587 759	26 762 828	33 148 158

Source : établi par nous même à partir des données de la banque CPA

Nous remarquons que la TN est positive, l'entreprise dispose de ressources financières suffisantes pour répondre aux besoins. Ce qui signifie que l'entreprise est financièrement saine et elle est même capable de prêter.

4. Analyse par ratios

4.1. Les ratios de la structure financière

Tableau N°10 : Les ratios de la structure financière

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
Ratio de financement propre = capitaux propres/actif immobilisé	0,9097	1,6711	2,4793	3,4539	4,2164
immobilisé					

Chapitre 02 Étude de cas de financement bancaire relatif à la création d'une agence de contrôle technique automobile

Ratio de financement permanent =capitaux permanents/ actif immobilisé	1,6097	2,2311	2,8993	3,7339	4,3564
Ratio de financement total = capitaux propres /total passif	0,5527	0,7371	0,8405	0,9127	0,9568
Ratio de financement des immobilisations	0,5468	0,3528	0,2373	0,1585	0,1134
= actif immobilisé/total actif					

Source : établi par nous même à partir des données de la banque CPA.

- Le ratio de financement propre est supérieur à 0,5 et augmente durant toutes les années, cela signifie que cette agence arrive à couvrir son actif circulant par ses fonds propres.
- Le ratio de financement permanent est supérieur à 1 et augmente pendant ces 5 années, donc l'entreprise est équilibrée structurellement.
- Le ratio de financement total est positif et en augmentation, ce qui démontre que l'entreprise a une capacité renforcée à financer son activité. Notamment le ratio de financement des immobilisations est positif mais il diminue au fil des années ce qui indique que l'entreprise réduit progressivement ses investissements en actifs immobilisés.
- Globalement l'équilibre financier est respecté, la structure financière de l'entreprise satisfaisante, le développement de l'activité peut être envisagé sereinement.

4.2. Les ratios de liquidité et de solvabilité

Tableau N°11 : Les ratios de liquidité et de solvabilité

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
Ratio de solvabilité générale					
=actif net/total des dettes	2,236	3,8039	6,2716	11,4562	23,1542
Ratio de liquidité générale					
=actif circulant /total DCT	20,71	40,76	44,7	63,27	77,63
Ratio de liquidité Immédiate					
=VD/total DCT	17,05	36,36	41,03	56,07	73,17
Ratio d'autonomie financière					
capitaux propre/total des dettes	1,236	2,8039	5,2716	10,4562	22,1542

Source : établi par nous même à partir des données de la banque CPA.

- Le ratio de solvabilité générale est supérieur à 1 pendant toutes les années, cela signifie que cette agence est capable de payer ses dettes.
- ➤ Le ratio d'autonomie financière est augmenté durant ces années cela indique que l'agence est plus financièrement indépendante.
- Le ratio de liquidité générale est supérieur à 1 pendant ces années, donc cette agence possède un actif à court terme suffisant pour couvrir son passif à court terme et cela confirme l'existence de fond de roulement.
- Le ratio de liquidité immédiate est supérieur à 1 durant toutes les années. Donc, avec ses disponibilités, l'agence peut régler ses dettes à court terme.

2. Étude de rentabilité

Dans notre analyse de rentabilité, nous avons commencé par établir un tableau d'amortissement dégressif afin d'identifier les intérêts à payer et de les comptabiliser comme charges financières dans le compte de résultat. Ensuite, nous avons évalué la rentabilité à l'aide de ratios et appliqué la méthode additive pour calculer la capacité d'autofinancement, et avant d'élaborer un plan de financement, on doit calculer la valeur résiduelle, la variation de BFR et le taux d'actualisation. Et nous avons également déterminé les principaux critères de rentabilité, notamment la Valeur Actuelle Nette (VAN), l'indice de profitabilité (IP), le Taux de Rendement Interne (TRI) et la Durée de Récupération (DR). Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité du projet, en interprétant chaque étape et en apportant notre point de vue.

2.1. Tableau d'amortissement

L'échéancier de remboursement mis en place par le banquier fait ressortir les différentes échéances issues de l'emprunt, dont l'entreprise doit s'acquitter de façon générale. Le banquier estime que l'emprunt doit être remboursé en quatre (4) ans, avec une année de différé. Le remboursement s'effectue par le paiement de 16 trimestrialités, et le taux d'intérêt pratique par la banque est de 5,75%.

En effet, le remboursement est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Tableau N°12 : Amortissement (unité : DA)

Date	Amortissement	Intérêts	Montant à payer	Montant à rester
02/02/2023	416 705	97 971	514 677	6 250 576
02/05/2023	416 705	88 853	505 558	5 833 871
02/08/2023	416 705	85 725	502 430	5 417 166

02/11/2023	416 705	79 602	496 307	5 000 460
Total annulé	1 666 820	352 151	2 018 972	
02/02/2024	416 705	73 479	490 184	4 583 755
02/05/2024	416 705	65 891	482 596	4 167 050
02/08/2024	416 705	61 232	477 937	3 750 345
02/11/2024	416 705	55 109	471 814	3 333 640
Total annulé	1 666 820	255 712	1 922 531	
02/02/2025	416 705	48 986	465 691	2 916 935
02/05/2025	416 705	41 465	458 170	2 500 230
02/08/2025	416 705	36 739	453 444	2 083 525
02/11/2025	416 705	30 616	447 321	1 666 820
Total annulé	1 666 820	157 806	1 824 626	
02/02/2026	416 705	24 493	441 198	1 250 115
02/05/2026	416 705	17 770	434 475	833 410
02/08/2026	416 705	12 246	428 951	416 705
02/11/2026	416 705	6 123	422 828	0
Total annulé	1 666 820	60 633	1 727 452	
TOTAL	6 667 281	826 305	7 493 581	

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque CPA.

 $Amortism = \frac{Montant\ de\ credit + Montant\ différe\ capitalisé}{16}$

Nombre d'échéances : 16

Montant de crédit : 6 300 000 DA

Montant différé capitalisé : 367 281,25 DA

Donc: Amortis = 416705 DA

Intérêt dégressif= taux linéaire * coefficient

Montant à payer = Amortis + intérêt

2.2. Compte de résultat prévisionnel

Tableau $N^{\circ}13$: compte de résultat prévisionnel (unité : DA)

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
Ventes et produits annexes	11 887	14 264 640	16 642 080	19 019 520	20 208 240
	200				
1-PRODUCTION DE	11 887 200	14 264 640	16 642 080	19 019 520	20 208 240
L'EXRCICE					
Consommation de l'exercice	1910 000	2260 000	2 670 000	3 260 000	3 470 000
2-VALEUR					
D'EXPLOITATION	9 977 200	12 004 640	13 972 080	15 759 520	16 738 240
Charges de personnel	3 888 000	3 888 000	5 436 000	5 436 000	5 436 000
Impôts, taxes et versements				380 390	404 165
assimilés					
3- EXCEDENT BRUT	6 089 200	8 116 640	8 536 080	9 943 130	10 898 075
D'EXPLOITATION					
Dotation aux amortis,	900 211	900 211	900 211	900 211	900 211
provisions					
4- RESULTAT	5 188 989	7 216 429	7 635 869	9 042 919	9 997 864
OPERATIONNEL					
Produits financiers					
Charges financières	0	-352 151	-255 712	-157 806	-60 633
5-RESULTAT FINANCIER	0	-352 151	-255 712	-157 806	-60 633
6-RESULTATORDINAIRE	5 188 989	6 864 278	7 380 157	8 885 110	9 937 231
AVANT IMPOT					
Impôts exigibles sur résultat					2 953 564
ordinaire					
Impôts différés					
RESULTAT	0	0	0	0	0
EXTRAORDINAIRE					
RESUTAT NET DE	5 188 989	6 864 278	7 380 157	8 885 110	6 983 667
L'EXERCICE					
	1				

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque CPA.

Interprétation

> L'évaluation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaire correspond aux ventes et produits réalisées, on remarque une augmentation progressive au fil des années. L'augmentation du chiffre d'affaires a un impact très positif sur la rentabilité de l'entreprise.

En raison de l'absence de données justifiées sur le calcul du CA par l'agence, nous avons appliqué une hypothèse basée sur des informations où l'agence traite 20 véhicules par jour et une proportion de 70% VU/30% VL pour réaliser le CA mentionné.

Malgré ça, elle reste uniquement une hypothèse parce que le contrôle technique n'est pas une prestation récurrente mensuelle mais une obligation à fréquence variables, cela signifie que le flux de véhicules n'est pas constant, il peut fluctuer en fonction des périodes de forte demandes. Il existe des saisonnalités influencées par le cycle économique et les comportements des propriétaires (exemple : hausse des contrôles avant l'été, avant la fin d'année fiscale, ...etc).

Excèdent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation correspond à la richesse dégagée par l'entreprise.

On observe une augmentation annuelle de l'EBE, passant de 6 089 200 DA à 10 898 075 DA sur le s 05 années, avec une augmentation de 33,3% durant la 2ème année, la croissance reste positive mais légèrement moins marquée, indiquant une stabilité progressive, cela signifie une progression dans la rentabilité opérationnelle de l'entreprise et sa capacité à engendrer des ressources monétaires générées par l'activité d'exploitation. Le résultat d'exploitation est l'indicateur privilégié pour étudier la rentabilité commerciale et économique.

> Résultat opérationnel :

Le résultat opérationnel (résultat d'exploitation) mesure la performance de l'entreprise sur le plan commercial et industriel. Les résultats opérationnels durant 5ans montrent une tendance à la hausse, cette augmentation indique que l'entreprise améliore la performance économique sur le plan commercial, indépendamment de sa politique de financement et de sa stratégie fiscale car il est calculé avant les charges financières et sans tenir compte de l'imposition des bénéfices

> Résultat net de l'exercice

Ces résultats nets progressent de manière visible, avec une tendance générale à la hausse, malgré quelques fluctuations dans les chiffres, on remarque une forte augmentation entre les années 1, 2, 3 et 4,

cette tendance est un indicateur positif montrant l'efficacité de la stratégie, la capacité de dégager un bénéfice important et une bonne gestion, la fluctuation constatée à la 5^{ème} année (une baisse de 21%) provient des impôts exigibles accrues d'une valeur de « 2 953 564 DZA ».

Globalement, les résultats nets montrent une grande promesse, mais également des risques Potentiels à surveiller pour une agence nouvellement créée et ce niveau élevé des résultats nécessite une validation des projections. Réussir à atteindre des résultats similaires dès le début est possible mais cela reste rare et nécessite des conditions idéales.

2.3. Analyse de la rentabilité par ratios

Les ratios significatifs permettant d'apprécier les performances de l'entreprise sont calculés de la manière suivante :

Tableau N°14 : Les ratios de la rentabilité

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
La rentabilité commerciale					
= Le résultat net/CA	43,65%	48,12%	44,34%	46,71%	34,55%
La rentabilité économique					
= Le résultat net / Investissement	57,64%	76,25%	81,98%	98,70%	77,57%
La rentabilité financière					
= Le résultat net/ CP	63,36%	45,62%	33,06%	28,57%	18,39%

Source : établi par nous même à partir des données de la banque CPA.

On observe que les ratios de rentabilité sont positifs sur toutes les périodes et leurs valeurs sont significatives. Cela signifie que le risque de rentabilité est nul et l'investissement génère dans une certaine mesure des bénéfices pour l'entreprise.

2.4. La capacité d'autofinancement du projet :

La CAF représente les ressources internes potentielles générées par le biais de l'activité de l'entreprise dans la mesure où elles sont calculées à partir du compte de résultat qui enregistre les revenus et les charges.

2.4.1 Calcul de la CAF par la méthode additive :

La méthode additive : cette méthode part du résultat net en lui ajoutant les charges non décaissables et en lui retranchant les produits non encaissables ainsi que les produits de cession d'élément d'actifs.

Tableau $N^{\circ}15$: Le calcul de la CAF par la méthode additive (unité : DA)

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
Résultat net de l'exercice	5 188 989	6 864 278	7 380 157	8 885 110	6 983 667
Dotation aux amortissements et	900 211	900 211	900 211	900 211	900 211
provision					
Reprise sur amortissement et	0	0	0	0	0
provision					
Valeur comptable des éléments	0	0	0	0	0
d'actif cédés					
Produit des cessions des	0	0	0	0	0
éléments actif					
Quotes-parts des subventions					
d'investissement viré au	0	0	0	0	0
résultat de l'exercice	U	0	0	U	U
CAF	6 089 200	7 764 489	8 280 368	9 785 321	7 883 878

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque CPA.

On constate que la CAF augmente dans les premières années, passant d'environ 6 millions à 10 millions, avec une dotation constante de 900 211 DA chaque année, elle contribue au maintien d'un flux financier prévisible pour l'agence, Cependant elle connait une baisse à partir de la 5eme année pour descendre à **7 883 878 DA**, principalement due à l'augmentation des impôts ou des fluctuations dans les résultats financiers.

La CAF montre une performance encourageante, elle indique que le projet pourrait être financièrement viable et l'agence est capable à générer de la richesse grâce à son cycle d'exploitation.

2.4.2. L'autofinancement

L'autofinancement = CAF- dividendes payées

Le tableau ci-dessous présente l'autofinancement nécessaire au renouvellement des investissements et de rembourser les dettes.

Tableau N°16: L'autofinancement (unité: DA)

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
L'autofinancement					
=CAF- dividendes payées	6 089 200	7 764 489	8 280 368	9 785 321	7 883 878

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque CPA.

➤ On observe que l'autofinancement égale à la CAF à cause de l'absence de distribution de dividendes aux actionnaires, cela signifie que l'entreprise conserve toutes ses ressources internes pour financer son développement interne.

2.4.3 Capacité de remboursement

Capacité de remboursement = dettes financières /CAF

Le tableau ci-dessous présente la capacité de l'entreprise à rembourser les emprunts structurels qu'elle a contractés. Il doit être le plus faible possible.

Tableau N°17 : La capacité de remboursement

Rubrique	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
La capacité de remboursement					
=DLMT/CAF	1,03	0,65	0,46	0,26	0,16

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque CPA.

> On observe que la capacité de remboursement est inférieure à 3 durant toutes les années, cela signifie que l'entreprise peut rembourser ses dettes donc l'entreprise peut demander un emprunt.

2.5. L'élaboration du plan de financement

Pour élaborer le plan de financement, il est nécessaire de calculer les trois (03) éléments cidessous :

2.5.1 La valeur résiduelle des investissements :

VRI = Total des investissements – cumul des amortissements

VRI=9 002 109 - 4 501 054

VRI= 4 501 055 DA

La valeur résiduelle représente ce qu'il reste comme valeur comptable pour ces équipements de contrôle technique après leur durée d'utilisation prévue. Elle correspond à la moitié du montant des investissements.

2.5.2 La variation du besoin en fond de roulement (Δ BFR):

Tableau N°18 : La variation du besoin en fond de roulement (Δ de BFR) (Unité : DA)

Rubrique	Année 0	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
BFR		864 720	1 102 464	1 211 208	1 448 952	1 567 824
Δ BFR		237 744	108 744	237 744	118 872	
Récup BFR	864 720					1 567 824

Source : établi par nous même à partir des données de la banque CPA.

2.5.3 Le taux d'actualisation

Le taux d'actualisation par le coût moyen pondéré des capitaux (CMPC)

Tcp: coût des capitaux propre;

 $T_0: \mbox{coût}\ \mbox{de la dette}$;

D : montant de la dette ;

CP: montant des capitaux propres

CMPC= t₀ $\frac{D}{D+CP}$ + tcp $\frac{CP}{D+CP}$

Pour trouver le tcp en utilisant la relation fondamentale du MEDAF, le coût des capitaux propres évalué à partir de la relation du MEDAF correspond au taux de rendement E(Ra) exigé par les actionnaires. Pour un risque b, la relation se présente comme suit : E(Ra) = Ro + b (E(Rm) - Ro)

Dans le cadre de ce projet, le coût des capitaux propres de l'entreprise familiale correspond au résultat net, car généralement, dans ce type d'entreprises, les profits ne sont pas systématiquement réinvestis. Au lieu de cela, le résultat net peut être directement attribué aux propriétaires. Cela peut générer une prime de risque élevée.

L'entreprise a procédé au financement de ses investissements à raison de 30% par ses fonds propres et 70% par des fonds empruntés avec un taux d'intérêt de 5,75%. Le taux d'actualisation choisi est 10%.

2.5.4. Plan de financement:

Tableau N° 19 : Plan de financement (unité : DA)

Rubrique	Année 0	Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
Ressources						
CAF		6 089 200	7 764 489	8 280 368	9 785 321	7 883 878
VRI						4 501 055
Récupération BFR						1 567 824
Emprunts	6 667 281					
Apports	2 700 633					
TOTAL ressources	9 367 914	6 089 200	7 764 489	8 280 368	9 785 321	13 952 757
Emplois						
Immobilisation	9 367 914					
variation BFR	864 720	237 744	108 744	237 744	118 872	_
Remboursement	_	_	1 666 820	1 666 820	1 666 820	1 666 820
TOTAL emplois	10 232 634	237 744	1 775 564	1 904 564	1 785 692	1 666 820
Cash-flow (CF)	(864 720)	5 851 456	5 988 925	6 375 804	7 999 629	12 285 937
$(1+0,1)^{-n}$	-	0,9091	0,8264	0,7513	0,6830	0,6209
Cash-flow actualisés	(864 720)	5 319 558	4 949 247	4 790 141	5 463 746	7 628 338
(CF')						
Le cumul des CF'	(864 720)	4 454 838	9 404 085	14 194 226	19 657 972	27 286 310

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque CPA.

 \triangleright On observe que le projet génère des cash-flows positifs au cours des 5 années, à l'exception de l'année 0 ils sont négatifs, car il reflète l'investissement initial et l'augmentation du besoin en fonds de roulement (\triangle BFR)

2.6. Les critères d'évaluation d'investissement

2.6.1. La valeur actuelle nette (VAN)

La VAN, qui est le critère de référence en matière de choix d'investissement. Elle se définit, pour un projet ponctuel de la manière suivante :

VAN = 27 286 310 - 10 232 634

VAN= 17 053 676 DA

 $VAN=\sum CF'-I_0$

La VAN est positive, cela indique que le projet d'investissement contribue à accroitre la valeur de l'entreprise et doit être effectué.

2.6.2. Indice de profitabilité (IP)

Ce critère fournit une mesure de performance relative du projet, le mode de calcul est de la manière suivante :

IP= 27 286 310 / 10 232 634

IP=
$$\sum CF'/I_0$$

IP= 2,66 DA

L'indice de profitabilité est supérieur à 1, cela indique que le projet d'investissement est rentable financièrement, chaque dinar (1 DA) investi peut donner 1,66 DA de bénéfice.

2.6.3. Le délai de récupération du capital investi (DR)

Le délai de récupération est le temps nécessaire pour que l'investissement initial soit « Récupéré » grâce aux cash-flows générés jusqu'à cette date.

DR = 2,17

Donc: soit 2ans, 2 mois et 1 jour

Le délai de récupération est de 2ans, 2 mois et 1 jour, cela indique que l'entreprise pourra récupérer le capital investi.

2.6.4. Le taux de rendement interne (TRI)

Le taux interne de rentabilité est le taux actuariel pour lequel la VAN du projet est nulle.

TRI=
$$t1 + (t2 - t1) \frac{VAN - 0}{VAN1 - (-VAN2)}$$

Alors, on doit déterminer deux VAN dont les signes différents (positif et négatif) et correspondantes à des taux d'actualisation, de la manière suivante :

Tableau N°20 : Le calcul du taux de rendement interne (unité : DA)

Cash-flow (CF)	(864 720)	5 851 456	5 988 925	6 375 804	7 999 629	12 285 937
$(1+0,60)^{-n}$	_	0,625	0,3906	0,2441	0,1525	0,0953
Cash-flow	(864 720)	3 657 160	2 339 274	1 556 333	1 219 943	1 170 849
actualisés (CF')						
Le cumule des CF'	(864 720)	2 792 440	5 131 714	6 688 047	7 907 990	9 078 839

Source : établi par nous même à partir des données de la banque CPA.

 $\sum CF$ Actualisés (60%) = 9 078 839 DA

VAN2 = 9 078 839 - 10 232 634

VAN2 = -1153795 DA

$$TRI=10 \%+(60\%-10\%)\frac{17053676-0}{17053676-(-1153795)}$$

TRI= 56, 19%

On observe que le taux de rendement interne est élevé, ce qui indique que le projet d'investissement est intéressant. Si le taux d'actualisation du projet dépasse 56%, la valeur actuelle nette (VAN) du projet devient négative.

3 L'analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité est une méthodologie essentielle utilisée pour évaluer la robustesse et la viabilité d'un projet, en particulier dans un contexte où les données historiques sont absentées et/ou les prévisions sont fondées sur des prémisses conjecturales.

Parmi ceux-ci figurent les objectifs de l'analyse de sensibilité : évaluation du risque, amélioration de la fiabilité des prévisions et réactivité aux variations de la dynamique du marché.

3.1. Identification des paramètres

Cette première phase de l'étude considérée comme la plus importante, consiste à déterminer les variables clés qui sont d'événements incertains et qui ont une influence significative sur la finalité du projet.

Nous avons choisi d'analyser l'impact des variations de production (nombre de véhicules contrôlés) sur les principaux indicateurs de viabilité (VAN, TRI et DR).

3.2. Estimation des scénarios

Le scénario de base est celui calculé précédemment et dont : la VAN= 17 053 676 DA, TRI= 56% et DR= 2 ans, 2 mois et 1 jour (les prévisions de production basées sur le contrôle de 20 véhicules par jour et une proportion de 70% VU/30% VL)

Le scénario 01: Augmentation 10% du volume de Production,

Le scénario 02: Diminution 10% du volume de Production,

3.3. Calcul de l'impact de changement potentiel sur CA, Résultat net et CAF

Tableau $N^{\circ}21$: Le calcul de l'impact de changement potentiel sur CA, Résultat net et la CAF (unité : DZA)

		Année 01	Année 02	Année 03	Année 04	Année 05
Scénario 01	CA	13 075 920	15 691 104	18 306 288	20 921 472	22 229 064
hausse 10%	Résultat net	6 377 709	8 290 742	9 044 365	10 787 065	9 004 497
	CAF	7 277 920	9 190 953	9 944 576	11 687 276	9 904 702
Scénario 02	CA	10 698 480	12 838 176	14 977 872	17 117 568	18 187 416
baisse 10%	Résultat net	4 000 269	5 437 814	5 715 949	6 983 161	4 962 843
	CAF	4 900 480	6 338 025	6 616 160	7 883 372	5 863 054

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque CPA.

Ces résultats nous montrent une augmentation du CA, résultat net et CAF dans le scénario 01 par rapport au scenario de base par contre on observe une diminution dans le second scénario.

3.4. Comparaison des scénarios

Ce tableau met en parallèle l'évaluation des critères de rentabilité, notamment la valeur actuelle nette VAN, le taux de rendement interne TRI et le délai de récupération DR selon les scénarios distincts.

Tableau N°22 : Comparaison des scénarios

Eléments	VAN (en DZA)	TRI	DR
Scénario de base	17 053 676	56,1%	2ans, 2 mois et 1 jour
Scénario 01	23 117 258	59,6%	1an, 9mois et 4 jours
Scénario 02	10 990 103	48,3%	2 ans, 10 mois et 13 jours

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque CPA.

Interprétation

L'effet de variation de la production, n'est pas négligeable, puisqu'il est généralement plus estimé dans le but de gonfler le résultat net et renforcer l'attractivité des investissements. Dans le premier scenario, on constate qu'une augmentation de 10% de la production, met le projet plus rentable et avantageux, par contre le scenario de diminution de 10% de la production, met en évidence une réduction de la rentabilité, alors il faut suivre de près le déroulement des évènements du marché, et faire très attention à la réalisation du projet pour éviter toute réévaluation de la rentabilité de ce dernier. Néanmoins, malgré cette contraction du résultat, le projet demeure financièrement viable (il reste toujours rentable dans les deux scénarios).

4. Discussions et analyses des résultats 02

L'analyse des résultats obtenus indique une rentabilité élevée, confirmant la solidité financière et la pertinence économique de l'investissement.

-Observations constatées et risques éventuels :

Cette agence nouvellement implantée constitue un levier d'intérêt de présenter des états financiers solides et bien structurés afin d'inspirer confiance aux investisseurs et aux institutions bancaires, par exemple le résultat net exceptionnellement élevé prévu pour la première année d'activité de cette agence pourrait indiquer une surestimation délibérée de sa rentabilité.

La banque CPA, ayant des doutes sur la fiabilité de l'entreprise et la cohérence de ses

documents comptables, a opté pour un remboursement dégressif afin de réduire les risques et limiter l'impact d'un éventuel défaut de paiement.

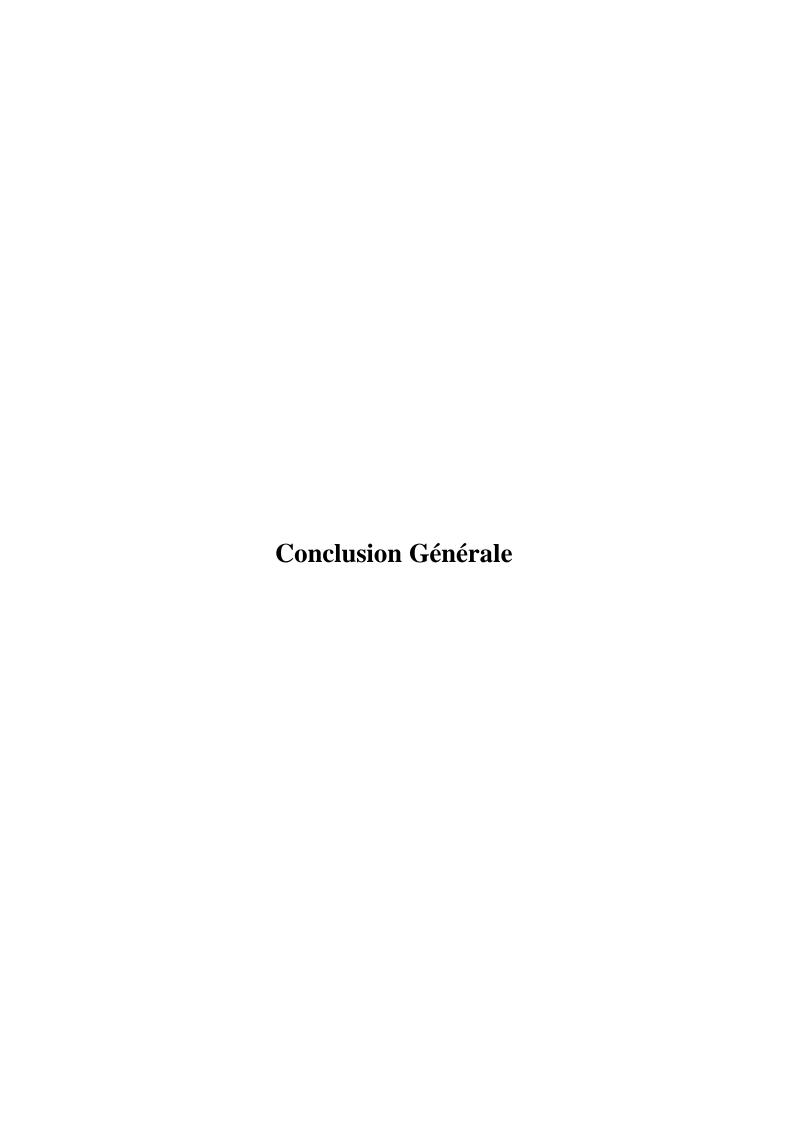
L'absence de réinvestissement de cette agence entraine une augmentation de la prime de risque, influençant directement le choix d'un taux d'actualisation élevé (10%).

Conclusion:

Les études déterministes confirment la rentabilité de ce projet. Toutefois, l'analyse de viabilité révèle que, bien qu'il soit viable, certains risques doivent être examinés avec attention et accompagnés de recommandations adaptées afin de limiter leur impact. Par ailleurs, l'étude de rentabilité met en évidence la réussite potentielle du projet, tout en identifiant des risques pouvant entraîner des complications et l'analyse financière qu'on a réalisée démontre que l'agence est en bonne santé financière et capable à rembourser ses dettes.

Compte tenu des résultats obtenus, nous sommes d'avis favorable pour la mise en place du crédit. Le chargé d'étude qui a pris en main le dossier est arrivé à la même décision que nous, c'est-à-dire, un avis favorable à la demande de crédit d'investissement à moyen terme d'un montant de 6 300 000 DA destiné à financer à hauteur de 70% l'acquisition des équipements techniques pour la création de cette agence de contrôle technique automobile, d'une durée de 5 ans dont 1 an de différé.

Néanmoins, nous nous sommes rendu compte que l'étude qui a été faite par ce banquier n'a pas été approfondie.



Conclusion générale

L'investissement est le moyen privilégié de création de valeur dans l'entreprise, c'est aussi et surtout la variable qui fait le plus courir de risque à cette dernière des lors qu'il ne s'agit pas su simple renouvellement d'un actif productif, c'est donc une variable clé dont l'application ne doit pas être improvisée. En fonction de la disponibilité d''un financement approprié. La banque joue un rôle primordial dans le développement de l'économie national en venant en aide aux entreprises pour la réalisation de leurs projets d'investissement. Notamment, la banque opérée dans un cadre réglementé, prenant en considération les directives établies par les autorités monétaires quant à l'octroi d'un crédit d'investissement et quelques procédures. Tout financement de projet d'investissement par des banques fait face à des risques impliquant des garanties.

Il est utile de rappeler notre objectif principal qui consiste à comprendre les procédures permettant au banquier de décider quant à l'octroi d'un crédit d'investissement. De ce fait, nous avons effectué une recherche à travers divers documents pédagogiques et un stage pratique au sein de la banque CPA Amizour, portant sur le financement d'un projet d'investissement relatif à la création d'une agence de contrôle technique des véhicules automobiles.

Après l'analyse et le traitement des données qui ont été mises à notre disposition, les réponses suivantes sont réservées aux préoccupations posées dans la partie introductive du travail :

Nous avons constaté que le banque CPA a accepté de financer le projet de création d'une agence de contrôle technique des véhicules automobiles après avoir procéder à l'analyse financière de cette dernière ce qui répond à la première partie de notre hypothèse. De notre part, nous avons évalué la viabilité du projet à travers une étude technico-économique, identifié ses risques potentiels, comme on a étudié l'équilibre financier de l'entreprise ainsi qu'à sa capacité de remboursement. De plus, nous avons utilisé des critères spécifiques pour analyser la rentabilité du projet et étudié sa sensibilité afin de mesurer les risques éventuels, conformément aux recommandations de la théorie financière.

De plus, même si l'entreprise est en bonne santé financière, un projet peu rentable peut compromettre sa trésorerie et ses perspectives à long terme. De ce fait, l'évaluation de la rentabilité est un élément essentiel pour la banque lors d'un octroi d'un crédit, elle lui permet de prendre des décisions éclairées.

Conclusion générale

Nous avons constaté également que les risques identifiés par cette banque, dans le cadre du ce projet, peuvent affecter la santé financière de l'entreprise ainsi que sa capacité de remboursement. La réglementation, expose l'agence à des variations défavorables susceptibles d'impacter son activité et, par conséquent, réduire la marge bénéficiaire du projet, rendant plus difficile pour l'entreprise de générer les liquidités nécessaires pour rembourser ses dettes. Par ailleurs, l'exposition aux fluctuations économiques et aux éventuels coûts imprévus liés à l'exploitation accroît l'incertitude financière, fragilisant la capacité de remboursement et augmentant le risque de défaut. Afin d'éviter tout risque de défaillance cette banque identifie et évalue les risques et exige des garanties.

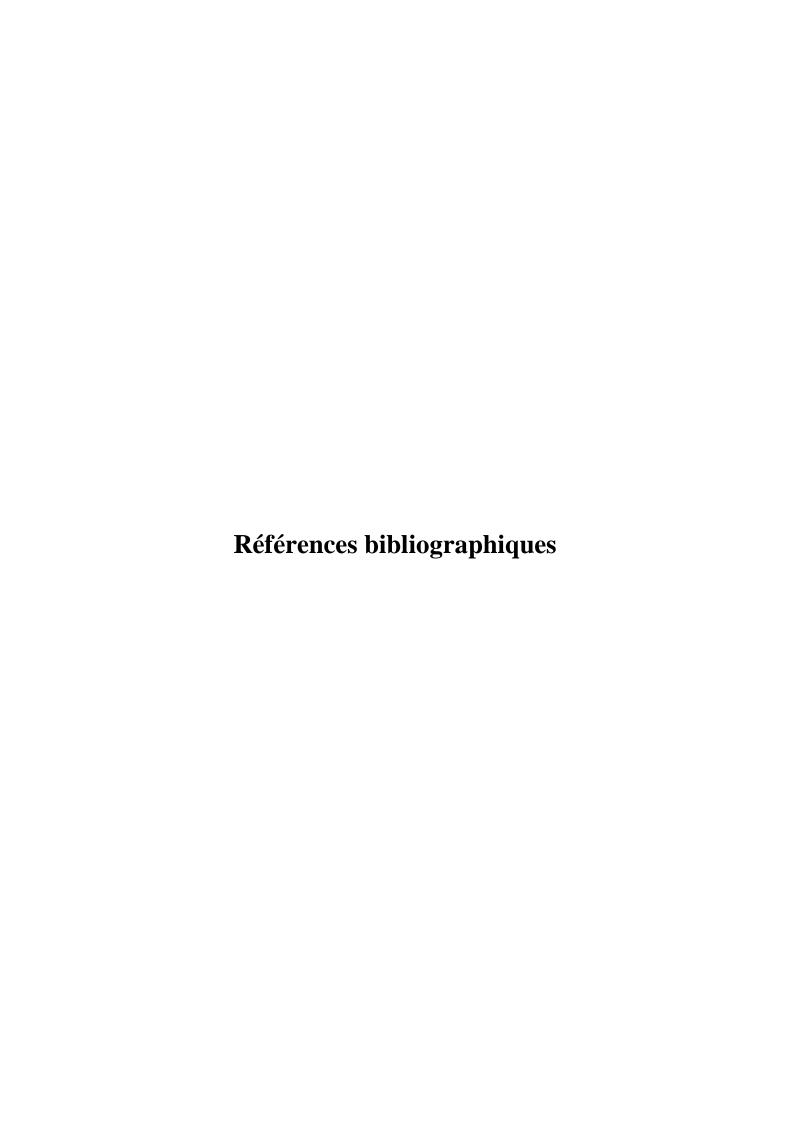
L'octroi d'un crédit d'investissement par la banque CPA Amizour relatif à un projet de création d'une agence de contrôle technique automobile repose exclusivement sur l'analyse financière de l'agence en question, accompagné de l'identification des risques potentiels à ce projet. Afin de sécuriser le financement, cette banque exige également des garanties appropriées. Comme l'étude de la rentabilité n'est pas réalisé ce qui infirme notre hypothèse.

La banque CPA Amizour n'a pas procédé à l'étude du ce projet d'investissement comme le recommande la théorie financière. D'où nous recommandons à la banque de compléter leur étude concernant ce crédit d'investissement par l'étude de la rentabilité du projet en question.

Nous ne pouvons pas terminer ce travail sans soulever diverses limites rencontrées dans le cadre de notre étude. Notre thème intitulé « le financement bancaire d'un projet d'investissement de création d'une agence de contrôle technique automobile » est très vaste et complexe. Nous n'avons pas pu réaliser les ambitions souhaitées et cela est dû principalement :

- -A la durée du stage que nous jugeons insuffisante qui a alourdi l'aboutissement de notre étude.
- -L'étude fournie par la banque concernant le crédit ne prend pas en compte de manière approfondie les critères de rentabilité en valeur.

Nous souhaitons que notre travail soit d'une grande utilité pour tous qui vont le consulter.



Les ouvrages :

- 1-ARNAUD Thauvron. (2003), « les choix d'investissement », e-theque, Paris.
- 2- BELLALAH Mondher. (2004), « gestion financière : diagnostic, évaluation, choix des projets et des investissements », 2^{eme}édition, Economica, Paris.
- 3- BELZILE. R, MERCIER. G, RASSI. F (1989), « Analyse et gestion financières », Éditions ESKA, Paris.
- 4- CHIHA. K « Finance d'investissement : guide d'évaluation financiers », Edition économie, Paris.
- 5- CORTHAY. A, MBANGALA. M. (2007), « Fondements de gestion financière », 3^{eme}edition, Bélgique.
- 6-F.-X. SIMON, M.TRABELSI. (2005), « préparer et défendre un projet d'investissement », Édition DUNOD, Paris.
- 7- HOUDAYER. Robert. (2007), « Evaluation et financement de projets », éditions El Dar OTHMANIA, Alger.
- 8- HOUDAYER. Robert, « Evaluation Financière des projets », 2^{eme} édition, Economica.
- 9- KHAROUBI. Cecile, PHILIPPE Thomas. (2003), « Analyse du risque de crédit : Banque et Marchés », RB Édition, France.
- 10- KHAROUBI. Cécile, PHILIPPE Thomas. (2016), « Analyse du risque de crédit : Banque et Marchés », 2^{eme} édition, Éd RB, Paris.
- 11-MICHEL Alboug, « Finance : investissement, Financement, Acquisition », édition Economica, Paris.
- 12- ONUDI. (1981), « Manuel pour l'évaluation des projets industriels », Edition des Nations Unies, New york.
- 13- P. Baranger.J, P.H. de la Bruslerie, J. Orsoni, J. M. Peretti, Gestion. Vuibert, 1985.
- 14- Pièrre. Charles pupion. (1999), « Economie et gestion bancaires », Dunod, Paris.
- 15- Pr. ILMANE Mohamed-chérif, « Réglementation prudentielle ».
- 16- RIVET. Alain. (2003), « gestion financiere analyse et politique financières de l'entreprise », 2^{eme}édition, Ed .Ellipses.
- 17- RIVET. Alain. (2003), « gestion financière », édition ellipses, Paris.
- 18- SOLANIK. B. (2004), « gestion financière », 6^{eme} édition, dunod, Paris.

Articles de revues :

- 1-C. DORVAL. (1996), « choix des investissements », Techniques de l'ingénieur, A4450.
- 2- Moulay Khadir, R. (2006), « la gestion du risque crédit : considérations théoriques », les

cahiers du mecas, 2(1).

3- Oudéa, F. (2012), « La structure des banques européennes : Faut-il remettre en cause le modèle de banque universelle ? ». Revue d'économie Financière, 106(2).

Lois et textes réglementaires :

1-Réglementation antérieure règlement n°97-04 du 31 décembre 1997 relatif au système de garantie des dépôts bancaires.

Documents divers:

- 1-Cour MALEK, Naima, « politique financière de l'entreprise ».
- 2- Cour Dr MEHIDI KAHINA. (2023/2024), « Evaluation de projet ».
- 3- Cour de Dr SENOUCI . Kouider. (2020-2021), « gestion bancaire.
- 4-Dictionnaire des sciences économiques. (2001), ARMAND COLIN/VUEF, Paris.

Mémoires et thèses :

1-O.H.Belmokhtar. : Analyse de sensibilité et étude du risque lié aux investissements (applications à un projet pour la production du dioxyde de carbone), mémoire de fin d'études, école nationale polytechnique.



Table des matières

Remerciements	
Dédicaces	
Liste des abréviations	
Liste des Tableaux	
Liste des Figures	
Sommaire	
Introduction général01	L
Chapitre01: Aspect conceptuel relatif aux projets d'investissement et leur financement	
0	
Section 01: Les dimensions d'investissement	5
1. La définition d'un projet d'investissement05	į
2. Les paramètres financiers liés au projet d'investissement05	5
2.1 Le cout d'investissement	5
2.2 La durée	5
2.3 Cash-flow	į
2.4 Valeur résiduelle06	į
2.5 Taux d'actualisation00	į
3. les risques liés au projet d'investissement	,
A. le risque d'exploitation00	5
B. le risque de trésorerie00	7
C. Le risque de rentabilité07	!
D. le risque de non-réinvestissement00	7
E. le risque de marché07	,
Section 02: l'évaluation et le financement d'un projet d'investissement03	3
1. Les critères de choix et d'évaluation d'investissement	3
1.1 Les critères d'évaluation d'investissement en avenir certain	3
1.1.1 La valeur actuelle nette (VAN)08	3
1.1.2 Le taux de rendement interne (TRI)09)
1.1.3 Le délai de récupération DR09)
1.1.4 Indice de profitabilité(IP)09)

1.2 Les critères d'évaluation d'investissement en avenir incertain	09
1.2.1 L'analyse de sensibilité	10
1.2.2 L'analyse en termes d'espérance et de variance	11
1.2.3 L'analyse de seuil de rentabilité	11
1.2.4 Les arbres de décision.	11
2. Les sources de financement	12
3. Le plan de financement	13
3.1 Composantes du plan	13
Section 03 : L'emprunt bancaire comme une source de financement	14
1. Le rôle des banques dans l'octroi de crédit d'investissement	14
2. Les risques d'un crédit d'investissement.	15
2.1 La définition d'un risque de crédit	16
2.2 Les types de risque de crédit	16
2.2.1 Le risque de liquidité	16
2.2.2 Le risque d'immobilisation.	17
2.2.3 Le risque de taux.	17
2.2.4 Le risque de change.	17
2.2.5 Le risque de défaut	17
3. L'.importance de la gestion des risques dans le secteur bancaire	18
Chapitre 02 : étude de cas de financement bancaire relatif à la création d'une ag	ence de
contrôle technique automobile	21
Section 01 : présentation de la banque CPA d'Amizour	22
1. présentation de l'agence CPA d'Amizour.	22
2. les fonctions de l'agence CPA 162	22
3. les missions de l'agence CPA 162.	23
4. les avantages des prêts accordés par l'agence CPA 162	23
5. l'organigramme de l'agence CPA 162	25
Section 02 : montage et étude de la viabilité du projet d'investissement	26
1. la constitution du dossier de basse.	26
2. présentation générale de projet d'investissement	27
2.1. Identification de projet	27
2.2. Identification du promoteur	28
3. les garanties proposées	28
4. l'étude technico-économique	28

4.1. Etude de marche	28
4.2. Etude commercial	29
4.3. Etude technique	29
A. la capacité de production	29
B. l'installation technique	29
C. L'approvisionnement	30
D. Destination des équipements techniques	30
E. les avantage obtenus	31
F. les moyens humains	31
5. étude du la structure de financement de l'investissement	31
6. Identification des risques potentiels	32
Discussions et analyses des résultats 01	32
Section 03 : Analysé et étude de rentabilité du projet	33
1. Etude financier de projet	33
1.1. Tableaux amortissement des machines	33
2. Présentation des bilans financiers prévisionnels	34
2.1. Bilan actif prévisionnel	34
2.2. Bilan passif prévisionnel	35
3. Analyse par indicateur d'équilibre financier	36
3.1. Le fonds de roulement financier	36
3.2. Le besoin en fonds de roulement	36
3.3. La trésorerie nette	37
4. Analyses par ratios	37
4.1. Les ratios de la structure financière	37
4.2. Les ratios de liquidité et de solvabilité	38
2. Etude de rentabilité	39
2.1. Tableaux d'amortissement	39
2.2. Compte de résultats prévisionnel	41
2.3. Analyse la rentabilité par ratios	43
2.4. La capacité d'autofinancement de projet	43
2.4.1. Calculé la CAF par la méthode additive	43
2.4.2. L'autofinancement	44
2.4.3. Capacité de remboursement	45
2.5. L'élaboration du plan de financement	45

2.5.1. Valeur résiduelle des investissements
2.5.2. La variation di besoin en fond de roulement
2.5.3. Le taux d'actualisation
2.5.4. Le plan de financement
2.6. Les critères de choix d'investissement
2.6.1. La valeur actuelle nette(VAN)
2.6.2. Indice de profitabilité(IP)
2.6.3. Le délai de récupération du capital investi(DR)
2.6.4. Le taux de rendement interne(TRI)
3. Analyse de sensibilité
3.1. Identification des paramètres50
3.2. Estimation des scénarios50
3.3. Calculé l'impact de changement potentiels sur CA, CAF et résultat net50
3.4. Comparaison des scénarios51
4. Discussions et analyses des résultats 0251
Conclusion53
Conclusion général54
Liste bibliographes
Annexes

Résumé

La théorie financière recommande, pour l'octroi d'un crédit d'investissement, une analyse financière de l'entreprise, une évaluation rigoureuse de la rentabilité et la viabilité du projet, ainsi qu'une identification des risques potentiels, complétée par une analyse de sensibilité afin de mesurer leur impact. Dans le cadre de notre travail sur le financement bancaire d'un projet d'investissement, nous avons mené une étude sur un crédit d'investissement accordé par la banque CPA d'Amizour relatif à la création d'une agence de contrôle technique automobile, afin de comprendre le processus d'octroi de ce crédit. De ce fait, nous avons analysé le projet en suivant les principes de la théorie financière. Et nous avons constaté que l'entreprise est en bonne santé financière, le projet est viable et rentable mais certains risques associés à ce dernier peuvent survenir à l'avenir et peuvent affecter le succès de ce projet. Toutefois, la procédure de la banque CPA Amizour repose principalement sur l'analyse financière de l'entreprise en question et l'évaluation des risques potentiels associés à ce projet, tout en exigeant des garanties et une conformité rigoureuse de l'entreprise. Et d'après son étude l'entreprise est en bonne santé financière et capable à rembourser ses dettes.

-Mots clés: Financement bancaire, projet d'investissement, l'analyse financière, la rentabilité, la viabilité, analyse de sensibilité, les risques potentiels, garanties.

Abstract

Financial theory recommends, for the granting of an investment loan, a financial analysis of the company, a rigorous assessment of the project's profitability and viability, as well as the identification of potential risks, supplemented by a sensitivity analysis to measure their impact. As part of our work on bank financing for an investment project, we conducted a study of an investment loan granted by the CPA bank Amizour for the creation of an automotive technical inspection agency, in order to understand the process of granting this loan. Therefore, we analyzed the project following the principles of financial theory. We found that the company is in good financial heath, the project is viable and profitable, but certain risks associated with it may arise in the future and could affect the success of the project. However, the CPA bank in Amizour's procedure is primarily based on a financial analysis of the company in question and an assessment of the potential risks associated with the project, while requiring guarantees and strict compliance from the company. And according to his study, the company is in good financial health and able to repay its debts.

-Keywords: Bank financing, investment project, financial analysis, profitability, viability, sensitivity analysis, potential risks, guarantees.

الملخص

توصي النظرية المالية، لمنح قرض استثماري، بإجراء تحليل مالي للشركة، وتقييم دقيق لربحية المشروع وجدواه، بالإضافة إلى تحديد المخاطر المحتملة، مع تحليل حساسية لقياس أثرها. في إطار عملنا على التمويل المصرفي لمشروع استثماري، أجرينا دراسة على قرض استثماري منحه بنك أميزور

لإنشاء وكالة فحص فني للسيارات، وذلك لفهم عملية منح هذا القرض. لذلك، قمنا بتحليل المشروع وفقًا لمبادئ النظرية المالية. ووجدنا أن الشركة تتمتع بوضع مالي جيد، وأن المشروع قابل للاستمرار ومربح، إلا أن بعض المخاطر المرتبطة به قد تنشأ في المستقبل وقد تؤثر على نجاحه. ومع ذلك، فإن إجراءات بنك مالي جيد، وأن المشروع قابل للاستمرار ومربح، إلا أن بعض المخاطر المرتبطة به قد تنشأ في المستقبل وقد تؤثر على نجاحه. ومع ذلك، فإن إجراءات بنك

تعتمد بشكل أساسي على التحليل المالي للشركة المعنية وتقييم المخاطر المحتملة المرتبطة بهذا المشروع، مع اشتراط ضمانات وامتثال صارم من الشركة. ووفقًا لهذه الدراسة، فإن الشركة تتمتع بوضع مالى جيد وقادرة على سداد ديونها.

الكلمات المفتاحية التمويل المصرفي المشروع الاستثماري التحليل المالى الربحية الجدوى تحليل الحساسية المخاطر المحتملة الضمانات